

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Dettes et dictature de la finance

BLOOMBERG



- **La situation politique aux États-Unis**
- **Russie-États-Unis : une complicité ancienne**
- **Les réseaux sociaux**
- **A. Bebel, Femmes et socialisme**
- **A. R. Williams, À travers la révolution russe**

## Au sommaire de ce numéro

L'économie mondiale sous l'emprise des dettes et des financiers	1
Après le retour au pouvoir de Trump, la situation politique aux États-Unis	7
De Staline à Poutine, une complicité de longue date avec l'impérialisme	16
Les réseaux sociaux, un « espace de liberté »... soumis au capital	22
August Bebel, <i>Femmes et socialisme</i> (1879)	29
À travers la révolution russe d'Albert Rhys Williams	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC

PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## L'économie mondiale sous l'emprise des dettes et des financiers

**Fin 2024, le total des dettes (publiques et privées) a atteint le montant stratosphérique de 318 000 milliards de dollars, celles des États, notamment les plus puissants d'entre eux, en représentant environ un tiers. Cette somme correspond à plus de trois fois le produit intérieur brut (PIB) mondial et cette masse de capitaux va encore s'accroître. Autant dire que l'économie capitaliste continue d'être à la fois sous la coupe des financiers et menacée en permanence d'une crise « systémique » aux effets dévastateurs. La marche à la guerre, ou vers une « économie de guerre », ne peut que renforcer cette évolution engagée de longue date.**

### LA DETTE, UN DES MOTEURS DE L'ÉMERGENCE DU CAPITALISME

L'endettement des États a accompagné et financé le développement de l'économie capitaliste depuis son émergence au sein du système féodal de quelques pays d'Europe. Il a constitué une arme précieuse pour les différentes bourgeoisies pour la construction d'appareils d'État dévoués à leurs intérêts de classe. Si, au 15<sup>e</sup> siècle, Jacques Cœur, homme d'affaires et banquier, avait pu devenir Grand argentier du roi de France, s'enrichissant en même temps par les prêts qui finançaient le budget et les armées royales, il a été jeté en prison peu après : une façon rapide et commode pour l'État monarchique de ne pas payer ses dettes.

Mais cette même bourgeoisie, tout comme sa devancière britannique, prospéra très largement par la suite, grâce à la politique de conquête coloniale des monarchies d'Europe, à l'asservissement des populations, à la traite négrière et au pillage des richesses et des terres conquises par les armées royales à fonds

perdu. Perdus peut-être, mais pas pour tout le monde ! La dette publique alimentait déjà largement les coffres-forts de la bourgeoisie. Elle devenait, selon les termes de Marx, « l'un des leviers les plus énergiques de l'accumulation initiale. Comme par un coup

de baguette magique, elle confère à la monnaie improductive un talent procréateur qui la transforme en capital, sans qu'il ait besoin de s'exposer au dérangement et aux risques des investissements industriels ni même des placements usuraires. »<sup>1</sup> Ce



*Le temps présent veut que chacun supporte le grand fardeau &c.*

**« Le temps présent veut que chacun supporte le grand fardeau », dit la légende de cette estampe de 1789. En fait, les classes populaires supportent l'essentiel de la dette nationale.**

<sup>1</sup> *Le Capital*, livre premier, chapitre 31 : « Genèse du capitaliste industriel ».

mécanisme favorisa simultanément la naissance des sociétés par actions, des activités spéculatives et de la « bancocratie » moderne.

Trois siècles plus tard, c'est la bourgeoisie et la Révolution française qui, grâce à l'intervention des masses pauvres urbaines et des campagnes, chassaient la noblesse, dont le parasitisme et les dettes insolubles avaient conduit à une véritable banqueroute. À la fin des années 1780, le seul paiement des intérêts de ces dettes représentait entre le tiers et la moitié du budget de la monarchie française. Au point qu'un Mirabeau pourra prétendre : « *La dette publique a été le germe de notre liberté* », « notre » s'entendant comme celle des nouveaux maîtres du pouvoir. Et c'est finalement la création massive de papier-monnaie, notamment les assignats, et l'inflation massive qui soldèrent en quelque sorte les dettes de l'Ancien Régime, au profit des plus riches bourgeois.

## L'ÈRE DE L'IMPÉRIALISME ET DU CAPITALISME TRIOMPHANT

Marx, puis Rosa Luxemburg et Lénine notamment ont démontré, pour mieux les combattre, les mécanismes à travers lesquels le capital financier avait mis la planète en coupe réglée de façon généralisée à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Les capitaux en surplus dans les citadelles du capitalisme permirent d'intégrer au marché mondial des régions entières qui lui échappaient jusque-là. Elles furent soumises à la loi du profit, c'est-à-dire au pillage et à l'exploitation, par les grandes puissances et leurs entreprises.

Les dettes constituaient un moteur puissant de cette domination. À l'intérieur même des nations capitalistes tout d'abord, grâce à des appareils d'État qui empruntaient massivement pour financer les réseaux de chemins de fer et certaines infrastructures urbaines indispensables

aux industriels. Mais le marché international des emprunts, c'est-à-dire la vente des titres de dettes (ou bons du Trésor), était également une arme d'asservissement puissante. L'Amérique latine, l'Empire ottoman en pleine déliquescence, devinrent ainsi des semi-colonies des puissances impérialistes, les crédits octroyés à ces pays permettant au Royaume-Uni ou à la France d'exercer une domination économique, militaire et politique quasi absolue. Comme le résumait Rosa Luxemburg, en lutte contre les positions colonialistes d'une partie de la social-démocratie allemande, les emprunts constituaient « *le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes* », principalement la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Belgique, « *de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale* ». <sup>2</sup>

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'autocratie tsariste dut à son tour « *téter goulûment les tétines de la Bourse de l'Europe occidentale* » (Trotsky). Les emprunts russes financèrent l'industrialisation à marche forcée de la Russie sous l'emprise de l'impérialisme, ainsi qu'une politique d'armement massive, à l'instar de la construction de voies ferrées destinées à acheminer des troupes à l'ouest dans la perspective de la guerre contre l'Allemagne préparée par la France. Mal en prit aux financiers européens, et surtout aux petits épargnants qui avaient cru aux promesses d'un rendement garanti dans la « Russie éternelle » : les bolcheviks en appelèrent à une « insurrection générale contre les capitalistes » et refusèrent de reconnaître les dettes de l'ancien régime après la révolution d'Octobre, comme ils s'y étaient engagés depuis la Révolution de 1905.

Les investissements massifs dans la production de navires de guerre, de canons, de munitions, puis la Première Guerre mondiale portèrent les dettes des États à des niveaux jamais atteints. En France, le volume de la dette publique fut ainsi multiplié

par six entre 1913 et 1918. Au lendemain de cette lutte à mort pour un repartage du monde, les dettes de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni représentaient deux à trois fois leur PIB. De fait, elles ne furent pas véritablement remboursées, mais elles changèrent la hiérarchie entre les puissances capitalistes, les États-Unis devenant, et jusqu'à ce jour, le « patron de l'Europe » (Trotsky) et le financier en chef. Quant à l'Allemagne, que les impérialismes français et britannique entendaient « faire payer » en imposant une masse supplémentaire de dettes de guerre, sa population fut très largement ruinée par l'hyperinflation de 1923 puis, de nouveau, par les effets dévastateurs de la crise déclenchée aux États-Unis en 1929. Un effondrement qui, en raison de la politique des partis socialiste et communiste, permit à Hitler d'accéder au pouvoir sans avoir à combattre la classe ouvrière la plus puissante d'Europe et enclencha la marche vers la Deuxième Guerre mondiale. Au même moment, la politique du New Deal aux États-Unis creusait considérablement la dette publique. Loin de résoudre la crise, cela ne fit que mener à « *une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme* », c'est-à-dire à la guerre. <sup>3</sup>

Au lendemain de celle-ci, l'hégémonie américaine et son rôle de gendarme du monde capitaliste ne pouvaient plus être contestés par les bourgeoisies européennes ou japonaise. Comme l'avait exprimé déjà vingt ans plus tôt Trotsky dans *Europe et Amérique* : « *Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue.* »

Mais pour parer l'effondrement des États et toute menace révolutionnaire, l'essentiel des dettes des belligérants, dont

2 *L'Accumulation du capital*, chapitre 30 : « L'emprunt international ».

3 Trotsky, *Le Marxisme et notre époque*, 1939.

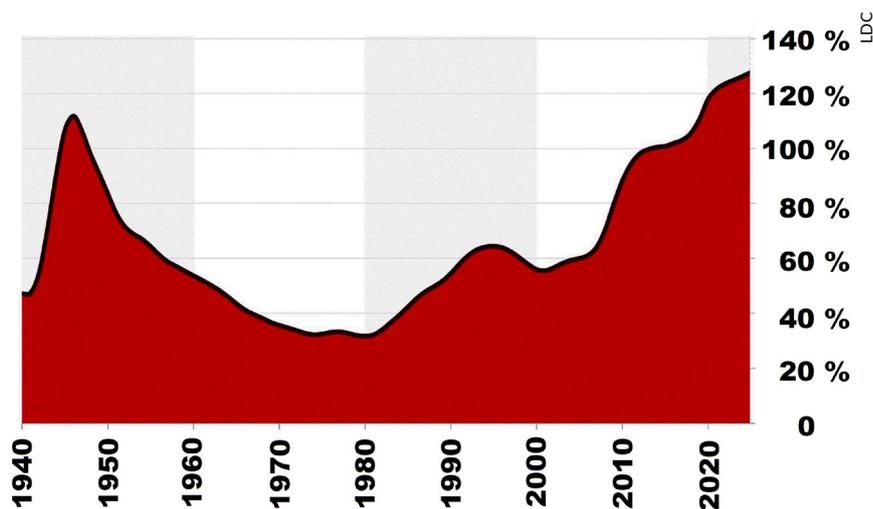
celles de la France et de l'Allemagne, furent progressivement effacées par les États-Unis.

Durant les trois décennies suivantes, l'économie capitaliste reprit sa marche folle. Dans cette période, le prêt aux pays qu'on n'appelait pas encore émergents fut une activité très lucrative pour les capitaux qui y étaient placés. La pression de l'impérialisme, si elle avait changé de leviers, s'exerçait aussi violemment que dans la période coloniale. Les pays lourdement endettés saignèrent leur population pour rembourser leurs dettes et, le plus souvent, les seuls intérêts. Sous couvert d'allègement de ce fardeau, les plans imposés par le Fonds monétaire international aux États placés sous la menace de leurs créanciers les mirent à genoux. En outre, même lorsque était accordée l'annulation des dettes de certains pays, bien incapables de toute façon de faire face à leurs échéances de remboursement, les contreparties permettaient aux États impérialistes ou à leurs banques de mettre la main plus étroitement encore sur leur économie et leur politique, drainant ainsi toujours plus de richesses.

## UN DEMI-SIÈCLE DE CRISES ET DE CHAOS FINANCIER

En finançant par le déficit et la dette sa guerre contre le Vietnam, l'impérialisme américain porta un coup fatal au système dit de Bretton Woods qu'il avait lui-même imposé en 1945 et qui reposait sur la fable d'un dollar « *as good as gold* » (aussi bon que l'or). En 1971, pour ne pas avoir à faire face aux demandes massives de conversion en or de leur monnaie, dont ils avaient inondé sans aucune limite la planète, les États-Unis décrétèrent la fin de cette convertibilité. Peu après, l'économie capitaliste connaissait une nouvelle crise majeure de surproduction.

Sans refaire ici le récit des multiples crises financières qui ont ébranlé le monde depuis cette décision, il faut retenir qu'elles n'ont cessé de s'enchaîner, chaque solution immédiate préparant la crise suivante.



Évolution de la dette publique américaine en pourcentage du PIB depuis 1940. Elle atteint 29 000 milliards de dollars en avril 2025.

Source : US Treasury.



Un élu du Congrès rehaussant le plafond de la dette. Le 9 mai, le secrétaire au Trésor a enjoint à la Chambre des représentants de le remonter d'ici à l'été 2025 pour éviter tout risque de défaut de paiement (dessin publié dans *The Augusta Chronicle* en 2010).

Aucune ne pouvait résoudre le problème fondamental de l'anarchie de l'économie capitaliste et de la thrombose de son système productif.

La plus menaçante pour le système financier fut, en 2008, celle des subprimes, lorsque les avoirs des banques et des financiers, fondés sur les prêts immobiliers et la valeur des biens dont ils finançaient l'achat, s'effondrèrent comme un château de cartes.

Les financiers, détenteurs sous une forme ou sous une autre de ces titres devenus « toxiques » ou « radioactifs », furent alors massivement renfloués par les États. La dépréciation de leur

capital, produit de leurs activités spéculatives, fut compensée. Les particuliers, en revanche, qui avaient emprunté pour se loger, furent jetés en pâture aux tribunaux sous le régime des faillites et, bien souvent, se retrouvèrent tout bonnement dépossédés de leurs biens et mis à la rue.

Aux États-Unis, sans doute plus que dans aucun autre pays capitaliste développé, s'endetter demeure aujourd'hui une nécessité pour se loger, se nourrir, se payer une voiture, tant le niveau des salaires est insuffisant pour la grande masse des travailleurs. Quant à ceux qui se lancent dans des études, ils

savent qu'ils devront travailler la moitié de leur vie environ pour rembourser leur dette. Ils sont en quelque sorte comme les péons d'Amérique latine, contraints de s'échiner pour rembourser les outils ou le logement vendus à prix d'or par les propriétaires terriens décrits dans le roman *La Révolte des pendus* de B. Traven.

Le grand capital américain n'a pas ces problèmes : il dispose d'une monnaie toujours au centre des réserves de change des banques et des échanges mondiaux et d'un État qui, pour le servir, peut sembler pouvoir s'endetter presque à l'infini (de plus de 35 000 milliards de dollars actuellement) sans jamais avoir véritablement à rembourser ses créanciers. Il suffit d'obtenir du Congrès qu'il augmente le plafond de la dette publique. Michael Hudson, un économiste américain, le résume ainsi : « Dans la mesure où ces reconnaissances de dettes du Trésor sont intégrées à la base monétaire mondiale, elles n'auront jamais à être remboursées ; elles seront reconduites à l'infini. Cet aspect de la situation est l'essence du statut de "passager clandestin" des États-Unis en matière financière, c'est une taxe imposée à toute la planète. »<sup>4</sup>

Et c'est ainsi que l'impérialisme américain continue d'aspirer les capitaux du monde entier qui y trouvent un placement garanti. Du moins jusqu'à l'explosion inéluctable de ce système démentiel.

### L'AVERTISSEMENT DES SPÉCULATEURS À TRUMP

Dans la première semaine d'avril, Trump s'est lancé dans une guerre aussi soudaine que violente sur le terrain des droits de douane. Il a effectué ensuite une volte-face tout aussi brusque le 9 avril, réservant ses foudres à la Chine, imposée à 125 %, puis, le lendemain, à 145 %. Simultanément, une pause de 90 jours était décrétée, tous les autres pays devant être taxés à 10 %. Et quelques jours plus tard, une pause similaire a réduit, pour

90 jours également, de 145 % à 30 % les droits prélevés par les États-Unis sur les marchandises chinoises, et de 125 % à 10 % ceux qui pèsent sur les produits américains en sens inverse.

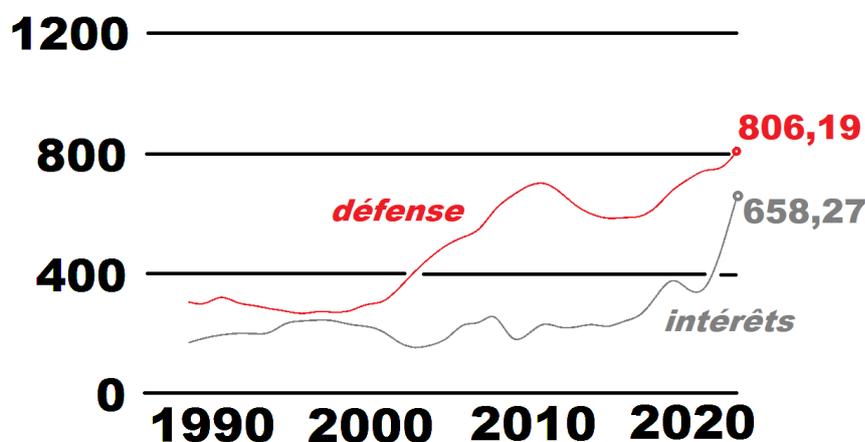
Cette suspension, peut-être provisoire, de la politique du gros bâton douanier semble avoir été provoquée par la pression colossale de la dette publique. Et plus directement encore celle de Jamie Dimon, PDG de la banque JP Morgan, porte-parole autorisé du capitalisme financier américain. Les banques et les fonds de pension sont en effet aujourd'hui les principaux détenteurs des bons du Trésor américain. Le caractère erratique de la politique de Trump et ses attaques contre la Fed (le système de réserve fédéral des États-Unis) avaient entraîné une brusque envolée des taux d'intérêt à long terme sur les places financières. Pour la première fois depuis des décennies, de placement sûr, voire refuge, la dette américaine était apparemment sur le point de devenir un repoussoir, ce qui pouvait signifier une difficulté pour l'État à financer le paiement de ses créanciers à l'avenir. Or les fonds alloués au remboursement des seuls intérêts de ces dettes atteindront 952 milliards de dollars cette année, soit plus que le budget de l'armée. Jusque-là, c'est le taux élevé des obligations du Trésor qui attirait

ces mêmes capitaux. Le danger pour l'économie était d'autant plus important que leur rendement sert de référence pour une infinité de titres, les prêts hypothécaires, le taux des cartes de crédit de la population. Ils sont donc une sorte de clé de voûte sans laquelle le système financier américain s'écroulerait. Le scénario catastrophe d'un reflux des capitaux jusque-là attirés par la dette américaine est considéré aujourd'hui comme « plus sérieux que la crise de 2008 » par les uns, comme l'ouverture d'une « guerre financière » par les autres. Déjà, en mars 2020, il avait fallu l'intervention massive de la Réserve fédérale pour empêcher les « investisseurs », qui cherchaient à trouver des liquidités, de revendre leurs bons du Trésor, et enrayer la panique. Cette fois c'est le dernier revirement de Trump qui semble avoir calmé les grands financiers.

### L'UNION EUROPÉENNE FACE À « L'HIMALAYA DES DETTES »

Les États de l'Union européenne (UE) ne bénéficient pas des mêmes protections, ni leur bourgeoisie des mêmes assurances. Mais l'explosion des dettes publiques est également une manne pour les financiers.

LDC



Évolution des intérêts versés par l'État américain et de ses dépenses militaires, en milliards de dollars.

Source : Bureau du budget du Congrès, office de gestion et de budget.

4 Cité par David Graeber, *Dette : 5000 ans d'histoire*, Babel, 2016.

INTERNATIONAL NEW YORK TIMES



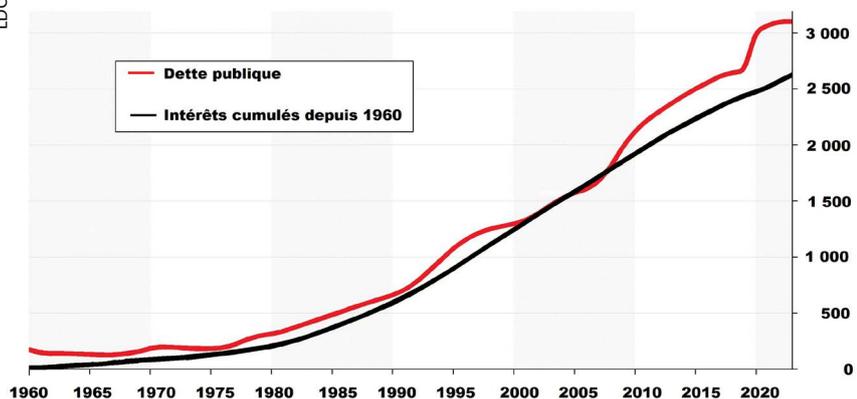
La Grèce ployant sous le poids de sa dette. Dessin de Chappatte, publié le 2 août 2015, dans l'International New York Times.

Elle accélère en même temps la lutte à mort entre puissances, comme l'ont montré la « crise de la dette » grecque et ses effets domino sur plusieurs États entre 2010 et 2015. Le montant des taux d'intérêt auxquels empruntait un État y était alors inversement proportionnel à sa puissance économique : c'est ainsi que la Grèce avait été contrainte de lever des fonds à des taux prohibitifs qui avaient fait exploser sa dette, la rendant insolvable, tandis que l'Allemagne put même emprunter durant une période à des taux négatifs. Comme si chaque État de l'UE avait de facto conservé sa propre monnaie. Cette crise avait menacé la survie même de l'euro, qui réunit désormais la majeure partie des pays de l'UE.

En 2026, les 27 États de l'UE vont devoir lever près de 1 300 milliards d'euros pour combler une partie de leurs déficits et payer les intérêts de leurs dettes. Depuis une décennie, une large partie de celles-ci était acquise par la Banque centrale européenne (BCE), laquelle a possédé jusqu'à la moitié des dettes des États de la zone euro. Or celle-ci a cessé ces achats depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les taux d'intérêt se sont mis à grimper en Europe, les banques et autres institutions financières exigeant désormais des taux plus rémunérateurs. Ces taux augmentent même malgré l'absence de risque quand il s'agit de prêter à des États solvables comme la France ou l'Allemagne.

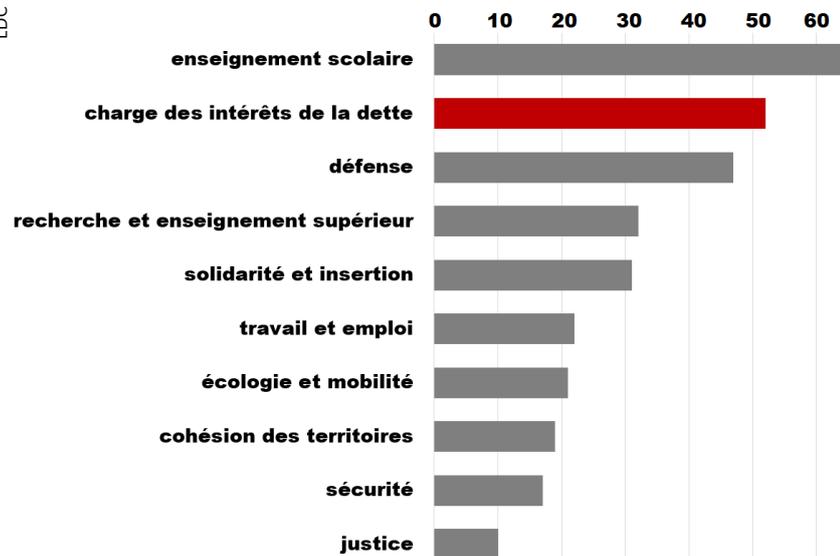
Aujourd'hui, après les « pays du Sud », c'est désormais la France qui semble au centre des attentions. Il faut dire qu'elle devrait lever, via l'Agence France Trésor, environ 340 milliards d'euros en 2025, un quart des émissions de la zone euro. Il s'agit en vérité d'une rente de situation ancienne pour la bourgeoisie. En cumulant les intérêts payés depuis 1960, l'État français, lui, a déjà versé en effet près de 2 700 milliards d'euros... tandis que sa dette a augmenté de 3 000 milliards. Autrement dit, l'État a déjà pratiquement remboursé en intérêts tout ce qu'il a emprunté... mais il doit toujours s'acquitter de sa dette. Et tout bourgeois garde en mémoire le fameux « emprunt Giscard » de 1973, indexé sur l'or,

LDC



Évolution de la dette publique et du total des intérêts payés par l'État français sur sa dette depuis 1960, en milliards d'euros constants 2023. Source : INSEE.

LDC



Les principaux postes budgétaires de l'État français en 2024, en milliards d'euros. Source : ministère du Budget.

qui permet aux rentiers de faire fructifier leur fortune : 6,5 milliards de francs furent récoltés mais, vingt-cinq ans plus tard, il en avait coûté 85 milliards à l'État (50 au titre du remboursement du capital et 35 au titre des intérêts).

Les intérêts de la dette, payés annuellement au grand capital, sont de l'ordre de 50 milliards d'euros ces dernières années, un montant proche du budget de l'Éducation, et ils vont continuer à grimper, exposant l'État à des assauts spéculatifs. Un quart de cette dette est d'ailleurs indexé à l'inflation. Et la France emprunte déjà actuellement à des taux plus élevés que l'Espagne, l'Italie, voire la Grèce. Le risque existe, pour une fraction de la bourgeoisie, de se voir ainsi privée de sommes qui lui revenaient jusque-là et qui s'ajoutaient à tous les dispositifs alimentant ses caisses. Mais c'est aussi une opportunité pour une autre fraction...

## LES DETTES ET LA MARCHÉ À LA GUERRE

Le bellicisme des principaux dirigeants européens, pris de vitesse par la volte-face de Trump vis-à-vis de l'Ukraine, qui dévoilait notamment les visées de l'impérialisme américain sur ses terres rares, relance aujourd'hui la question des déficits et de la dette.

Elle sert de prétexte depuis des décennies pour justifier des mesures d'austérité et toutes les attaques contre la classe ouvrière ou les services publics. Il faudrait à chacun payer ses dettes rubis sur l'ongle pour ne pas laisser « à ses enfants et à ses petits-enfants » cette charge insurmontable. Il va de soi pour les travailleurs conscients qu'ils ne sont pour rien dans des montages de dettes qui n'ont enrichi que les usuriers et les financiers, et qu'ils n'ont pas à les payer.

Mais désormais, c'est le

réarmement de l'Europe qui est utilisé comme alibi pour desserrer quelque peu les cordons des finances publiques, quitte à oublier les célèbres « critères de Maastricht » invoqués depuis deux décennies. La pression monte simultanément sur les travailleurs, et les dépenses un tant soit peu utiles à la population sont rognées année après année.

Dans le cadre d'un plan à 800 milliards d'euros, l'UE vient d'autoriser les États à dépasser le plafond théorique acceptable de leur dette (fixé à 60 % de leur PIB), 150 milliards étant d'ores et déjà réservés pour des dépenses militaires. La France, dont la dette s'élève à 115 % de son PIB, a doublé son budget de la défense en cinq ans et prévoit de le porter à 100 milliards, son « poids de forme » souhaitable selon Lecornu, le ministre de la Défense. Des projets de plan d'épargne, adossé au livret A, alimentant la politique de réarmement ou le passage à une forme d'économie de guerre, ou de « grand emprunt » faisant appel au patriotisme, sont à l'étude. Comme si d'ailleurs les masses de capitaux déposées dans les banques, sur les comptes des mutuelles et sur les divers produits d'épargne, n'alimentaient pas déjà les industries de la défense et le réarmement !

En Allemagne, Merz, le nouveau chancelier CDU-CSU (droite), a passé un accord avec le SPD (social-démocrate) et les Verts, avant même sa nomination, pour un plan à 500 milliards, dont 400 pour le réarmement, qui s'ajoutent aux 100 milliards déjà budgétés par le gouvernement précédent. Le « frein à l'endettement », loi constitutionnelle adoptée en 2009 qui limitait jusqu'ici les possibilités de creuser le déficit budgétaire et donc les dettes, a été levé. « L'Allemagne revient de vacances au front », titrait la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* quand d'autres journaux évoquaient « Une situation historique », « une orgie de dette », « un réarmement gigantesque et illimité ».

C'est la pédale de l'accélérateur qui est donc désormais utilisée. La bourgeoisie d'Europe sait de longue date qu'elle peut compter sur les partis de la social-démocratie. Avec les Verts, de plus en plus kakis, ou un Raphaël Glucksmann en France, elle dispose d'une agence de propagande en faveur du militarisme, qui pourra lui être utile auprès de la jeunesse et d'une certaine fraction de la population pour faire passer ses mesures d'austérité.

Tous les organismes dédiés à la surveillance de la dette globale constatent que la croissance vertigineuse de l'endettement constitue une « dynamique dangereuse ». Personne ne peut non plus prévoir les conséquences que l'arrêt brutal des activités de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) pourrait avoir sur certains pays menacés de défaut de paiement, ou l'effet sur l'économie mondiale des à-coups et des annonces contradictoires de la politique d'un Trump.

Mais la véritable source de danger est de laisser l'économie dans les mains de la grande bourgeoisie, à commencer par les instruments de sa dictature financière. Se libérer de l'emprise de la dette, implique d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Incapable de développer les forces productives et de satisfaire les besoins les plus élémentaires de l'humanité, celle-ci devient de plus en plus parasitaire. Dans le *Programme de transition*, et afin de réaliser « un système unique d'investissement et de crédit », Trotsky évoquait la nécessité d'exproprier les banques et de fusionner tout le système de crédit entre les mains de l'État et sous le contrôle des travailleurs. Il y voyait la seule façon pour les exploités de disposer d'un « état-major financier » à même d'organiser une véritable planification de l'économie. Cet objectif reste à l'ordre du jour des communistes révolutionnaires.

12 mai 2025



## Après le retour au pouvoir de Trump, la situation politique aux États-Unis

L'article qui suit est la traduction d'un texte du récent congrès du groupe trotskyste des États-Unis The Spark, daté du 6 avril 2025.

« C'est comme un blitzkrieg (guerre éclair). Ils se rendent sans se battre. C'est extraordinaire et c'est essentiel. Quand on gagne, il faut continuer à frapper, il ne faut pas les laisser se relever, il ne faut pas qu'ils reprennent leur souffle, il faut les empêcher de se regrouper ou de s'organiser ! » Voilà comment Steve Bannon décrit les premiers mois de Trump dans un entretien au *Washington Post*. Si Bannon n'a plus de poste à la Maison Blanche, c'est bien lui qui a plus ou moins défini le populisme d'extrême droite avec lequel Trump flirte, et il a joué un rôle déterminant, dès 2012, dans l'accession de Trump à la présidence.

À côté du « blitzkrieg », Trump et son administration utilisent toute une phraséologie à connotation militaire, telle que « choc et effroi » ou « sabrer et brûler », et c'est tout à fait approprié, car ils mènent une guerre contre la classe ouvrière, en particulier contre les travailleurs employés par les organes fédéraux. Et ils sont en train de préparer la guerre vers laquelle l'impérialisme, à commencer par celui des États-Unis, emmène le monde.

### METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME DE L'EXTRÊME DROITE

Elon Musk a été chargé de lancer l'attaque contre les travailleurs employés par l'État fédéral. Ni ce qu'il a fait ni le poste même qu'il occupe au Département

de l'Efficacité gouvernementale (DOGE dans son acronyme anglais) n'ont de fondement légal ou constitutionnel. Son titre lui a été conféré par Trump, qui entend simplement faire ce qu'il veut et lui a permis de se déchaîner et de s'en prendre aux agences gouvernementales. Musk est le bras armé de Trump. Plus tard, il pourra se transformer en fusible si nécessaire.

Avec une rapidité qui a méduisé le monde politique, Musk a présenté aux employés fédéraux une « proposition qu'ils ne pouvaient pas refuser » : démissionner ou se faire virer, et ils avaient un délai de trois jours pour répondre. Dans les premières semaines, il a ainsi envoyé des courriels menaçants à 200 000 employés fédéraux. Des dizaines

de milliers d'entre eux furent empêchés de rejoindre leur lieu de travail. L'ensemble du personnel fédéral était sur la sellette, chacun pouvant redouter d'être la victime suivante. C'était un moyen de forcer les travailleurs à démissionner d'eux-mêmes.

En plus de cela, Musk a collecté des informations. Il a lâché une petite armée d'ingénieurs de la Silicon Valley à ses ordres, qui a envahi les grands ministères et pillé leurs fichiers, prenant possession des données personnelles et financières de millions de personnes. Il semble qu'ils aient également copié les données sur les plans de paiement de programmes importants et téléchargé les codes nécessaires pour autoriser des paiements. On ne peut qu'imaginer ce qu'ils



«Elon Musk aime Trump». «Pourquoi ne filent-ils pas tous les deux sur Mars dans une grande fusée SpaceX?» Dessin de Patrick Chappatte.

pourraient faire avec toutes ces données. Trouver les adresses d'immigrants que l'ICE<sup>1</sup> n'a pas réussi à attraper ?

Trump a ensuite adopté une série de décrets (*executive orders*), sans doute pour donner une apparence de légalité à tout ce chaos. Durant ses deux premiers mois d'exercice, il a ainsi adopté pas moins de 107 décrets réduisant les effectifs, voire éliminant des secteurs entiers dans des services publics vraiment essentiels : les centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), l'administration chargée de la surveillance des denrées alimentaires et des médicaments (FDA), l'Institut de la recherche biomédicale et de la santé publique (NIH), l'agence chargée de l'étude des océans et de l'atmosphère (NOAA), l'agence chargée de gérer les situations d'urgence et les catastrophes naturelles (FEMA), la poste, l'aménagement du territoire, l'Agence de protection de l'environnement (EPA), et même l'Agence de réglementation de l'aviation civile (FAA), entre autres... Ses coups de hache ont également visé les principaux services sociaux, tels que les hôpitaux destinés aux vétérans de l'armée, les dispositifs Medicaid (assurance maladie destinée aux personnes ayant de faibles revenus), Medicare (assurance maladie destinée aux personnes de plus de 65 ans) et le paiement des retraites. Les baisses d'effectifs dans les programmes sociaux et les services publics signifient des coupes dans les services fournis.

Les suppressions d'emplois et les coupes dans les services publics n'ont pas commencé avec Trump. La poste connaît depuis longtemps des sous-effectifs, son service de distribution du courrier est réduit. Des dizaines de milliers de travailleurs étaient déjà sans retraite fédérale, par exemple parce qu'ils étaient absents lors du passage d'un agent ou n'étaient pas en mesure de corriger des erreurs dans leur dossier. Quant aux hôpitaux destinés aux anciens combattants, leur manque d'effectifs et leur sous-équipement sont tels que les patients doivent



SIPA/DR/MONTAGE ARNAUD POILLEUX/LESECHOS.FR

**Robert Francis Kennedy Junior, actuel ministre de la Santé et des Services humains (HHS), supprime des dizaines de milliers d'emplois.**

parfois attendre plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous, même lorsqu'ils présentent des tendances suicidaires. Il y a si peu d'inspecteurs du travail que la plupart des grandes usines ne font l'objet d'un contrôle que tous les quatre ou cinq ans, si elles sont contrôlées, et que les petites usines ne le sont jamais. Il n'y a pas assez de juges-arbitres pour assurer les audiences d'appel des travailleurs qui sont licenciés à la suite d'une campagne de syndicalisation, si bien que même lorsque ces travailleurs sont réintégrés, la campagne est souvent interrompue. Et ce ne sont que quelques exemples. Ces coupes dans les budgets publics font partie des attaques qui ont tiré le niveau de vie des travailleurs états-uniens vers le bas depuis quarante ans.

Mais la course folle de Trump pour supprimer le plus de dépenses possible risque de cannibaliser complètement les services publics dont toute société moderne a besoin. C'est le type de destruction dont le capital financier est coutumier lorsqu'il prend les commandes d'une entreprise : taille dans le vif, licenciements en masse, vente des actifs facilement liquidables, neutralisation du reste et génération de profits énormes en se payant sur la bête.

Le seul domaine où la nouvelle administration n'a pas procédé à des coupes budgétaires, c'est le noyau de l'État, c'est-à-dire les forces de répression : le Pentagone, l'armée, le ministère

de la Sécurité intérieure, les prisons, le ministère de la Justice et les camps d'internement, tout ce qui constitue la partie dite régalienne de l'État, et ses dépenses.

Trump et Musk affirment chasser la fraude, le gâchis et les abus. Ainsi, ces milliardaires insatiables, qui ont accumulé leur fortune grâce à des aides de l'État, osent prétendre qu'ils veulent rendre l'État plus efficace ? Non, ils ne cherchent pas à augmenter l'efficacité. Tout ce qu'ils veulent, c'est réduire autant que possible le contrôle que l'État exerce sur l'économie, c'est-à-dire ce qu'ils appellent la régulation. De fait, la seule « régulation » qu'ils acceptent est celle qui sert les intérêts généraux de la classe capitaliste. Mais, durant les dernières décennies, avec la crise, les capitalistes ont de plus en plus eu recours à l'État pour sauver leurs entreprises, et les montants affectés aux autres postes du budget se sont effondrés. Les effectifs employés par l'administration fédérale ont chuté et, avec eux, la régulation exercée sur l'économie. Les coupes que Trump a en vue sont donc dans la continuité des fortes coupes antérieures. Elles n'en auront pas moins des conséquences sur la population, avec une poursuite de la dégradation de l'environnement, des conditions et de la sécurité au travail, de la salubrité, de la santé, etc.

L'administration Trump affirme qu'elle supprime des dépenses superflues voire frauduleuses. Trump répète les

1 Immigration and Customs Enforcement : agence de police douanière et de contrôle des frontières (note LDC).

mensonges d'influenceurs d'extrême droite sur les réseaux sociaux, comme Laura Loomer, qui affirme qu'il y a des dizaines de milliers de morts qui continuent de percevoir la retraite fédérale et des millions d'immigrants qui perçoivent des allocations alors qu'ils n'ont versé aucune cotisation. Oui, il y a bien de la fraude et du gaspillage dans les finances publiques. Mais le gâchis est à rechercher dans toutes ces subventions, ces exonérations d'impôts et autres cadeaux qui accroissent les profits de la classe capitaliste. Il suffit de penser à la réduction d'impôts de 4 300 milliards de dollars mise en œuvre par Trump lors de son premier mandat. La plupart des baisses mises en place arrivent à échéance le 31 décembre 2025. Trump a promis de les reconduire. Cette nouvelle version des baisses d'impôts, comme la précédente, profitera d'abord aux plus riches et aux grandes entreprises qui en tirent leur fortune. Et, comme la précédente, elle sera payée par la classe ouvrière. Le discours sur les morts et les immigrants percevant des allocations n'est rien d'autre qu'un écran de fumée pour cacher le véritable vol à grande échelle perpétré par la classe de Trump avec l'aide active du gouvernement des États-Unis.

Avec ses innombrables décrets, Trump a affiché les principaux objectifs du programme de l'extrême droite aux États-Unis. La vitesse à laquelle il l'a élaboré, les violentes critiques qu'il a adressées à quiconque chercherait à le remettre en question, notamment à l'encontre des juges, tout cela manifeste la détermination de l'extrême droite à ne tolérer aucun obstacle, maintenant qu'elle a un de ses hommes à la Maison Blanche. Il n'est pas certain que le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat par le Parti républicain permette à l'extrême droite d'obtenir ce qu'elle veut : la voie parlementaire classique est en effet trop lente, trop ouverte aux débats et aux marchandages, voire à la pression de l'opinion publique, comme le montrent actuellement les élus républicains eux-mêmes. Les décrets présidentiels sont bien plus simples et

rapides. Certes, ils peuvent être à la limite de la légalité. Et ceux de Trump le sont souvent, comme lorsqu'il a prétendu ignorer les dispositions de la Constitution qui définissent la citoyenneté. Jusqu'ici, les tribunaux semblent avoir ralenti le rouleau compresseur de Trump, mais ils ont veillé à ne le faire que temporairement. Rien n'indique que l'action des tribunaux soit capable de l'arrêter, en tout cas pas tant qu'il conserve un large soutien de la classe capitaliste. Et rien n'indique pour l'instant qu'il ait perdu ce soutien, même si le scandale de la fuite d'informations confidentielles sur Signal l'a un peu déstabilisé, et même si ses annonces d'avril sur les droits de douane ont mis Wall Street franchement en colère. Malgré cela, il n'y a pas encore d'appel à sa destitution venant de porte-parole de la bourgeoisie, contrairement à ce qui s'était passé lors de son premier mandat. Mais, bien sûr, tout cela peut changer. La bourgeoisie a d'autres moyens que la destitution pour se débarrasser d'un homme politique. La chute de Trump pourrait être aussi rapide que la suppression de ministères à laquelle nous avons assisté en ce début de second mandat. Qu'il s'en souvienne ou non, c'est bien la bourgeoisie qui le tient en laisse, et non l'inverse.

Il est d'ailleurs possible que Trump soit maintenant un peu inquiet, si l'on en juge par les allusions que lui et son vice-président ont soudain faites sur la fin prochaine de l'ère Musk. Trump doit considérer qu'il est préférable de sacrifier Musk plutôt que de tomber lui-même.

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE : IMPOSER LA DOMINATION DES ÉTATS-UNIS SUR LE RESTE DU MONDE

Malgré quelques changements évidents, la politique étrangère de l'administration Trump n'est rien d'autre qu'une version réchauffée des politiques qui l'ont précédée. Son principal objectif demeure de renforcer la domination de l'impérialisme américain sur le monde. Cette domination est garantie, depuis la

fin de la Deuxième Guerre mondiale, par l'énorme différence entre les ressources militaires des États-Unis et celles de chacun des autres pays de la planète, par la taille de leur marché intérieur, par le contrôle qu'ils exercent sur tant de matières premières essentielles et bien sûr par leur puissance financière, qui se manifeste par le rôle clé du dollar dans les échanges internationaux.

Mais la politique de Trump présente tout de même une différence par rapport à celles qui l'ont précédée : avant Trump, les États-Unis recouraient à des chemins détournés pour imposer leurs intérêts lors des négociations avec d'autres pays ; Trump, lui, tord le bras au reste du monde et le met en scène.

Ainsi, les États-Unis s'emploient depuis longtemps à affaiblir l'Europe. Ils sont à l'origine, d'abord sous Obama, puis sous Biden, d'un conflit qui s'est transformé en guerre ouverte en Ukraine : l'Europe s'est alors vue privée de l'énergie et des céréales bon marché ukrainiennes, ce qui a entraîné une récession en Allemagne. L'Europe a été contrainte de respecter les sanctions imposées à la Russie et, à cause du blocage du gazoduc Nord Stream 2 puis l'explosion enregistrée sur Nord Stream 1, elle a dû acheter son pétrole et son gaz aux États-Unis, à des prix bien plus élevés, de même que les armes qu'elle était contrainte de leur acheter pour les livrer aux forces ukrainiennes.

L'affaiblissement de l'Europe face aux États-Unis n'est donc pas nouveau. Mais la manière dont la chose est présentée publiquement est nouvelle... et choquante. Lors de la conférence de Munich sur la sécurité, Vance, le vice-président des États-Unis, s'est lancé dans une diatribe contre l'Europe qu'il accuse de vivre aux crochets des États-Unis.

On retrouve la même arrogance dans la manière dont Trump semble déchirer les alliances politiques internationales. Par exemple, la discussion largement médiatisée entre Trump, Vance et Zelensky s'est transformée en réprimande en règle de Zelensky. Le message n'était pas seulement adressé à

ce dernier mais au monde entier : les États-Unis de Trump feront exactement ce qu'ils veulent. Habituez-vous à vous faire humilier publiquement !

En outre, la politique des États-Unis vis-à-vis de la Russie a changé brusquement avec Trump. Contrairement à ce qu'affirment certains médias aux États-Unis, cela ne signifie pas que Poutine manipule Trump. Il est évident que ce sont les États-Unis eux-mêmes qui sont à l'origine du changement, et non la Russie. De même, il est évident que, sous Trump comme sous n'importe quelle autre administration, les États-Unis pourraient refaire de la Russie un paria. Trump commence d'ailleurs déjà à montrer que leur « amitié » n'est pas si bien ancrée que cela. D'autres médias ont prétendu que ce changement s'expliquait par les affinités supposées entre deux dirigeants qui se présentent comme des hommes forts. Mais Trump n'est pas le premier à chercher à utiliser la Russie (et, avant elle, l'Union soviétique) pour maintenir la stabilité dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain. Dans la période actuelle, il peut s'agir pour lui d'enfoncer un coin entre la Russie et la Chine, du fait du poids économique croissant de cette dernière. Quoi qu'il en soit, ces changements montrent la volonté de l'impérialisme américain de contraindre le reste du monde à se plier à sa volonté.

C'est certainement ce que manifestent les annonces de Trump sur les droits de douane. Il n'est pas certain que Trump veuille

vraiment aller jusqu'au bout en la matière, malgré son spectacle télévisé du 2 avril pour lancer le « jour de la libération ». Comme la presse économique l'a remarqué, il ne semble pas y avoir la moindre réalité économique derrière les chiffres colorés présentés par Trump et Howard Lutnick, son secrétaire d'État au Commerce, devant les caméras.

Il est possible que les annonces de Trump soient d'abord motivées par son désir narcissique de rester au centre de l'attention, comme il l'a fait pendant une heure et demie lors du « jour de la libération », devant une assemblée de thuriféraires composée de membres du gouvernement et d'autres personnalités officielles, ainsi que d'une poignée de routiers et de deux douzaines d'ouvriers de l'automobile en tenue de travail.

Les préparatifs du « jour de libération » pourraient n'avoir été qu'un stratagème destiné à déterminer le niveau des concessions qu'il était possible d'arracher aux autres pays. Trump l'a lui-même reconnu : *« Tous les pays nous appellent. C'est la beauté de ce que nous faisons. Nous sommes aux commandes. Si nous avions demandé à ces pays de faire des concessions, ils auraient refusé. Mais, maintenant, ils feront n'importe quoi pour nous ! »* Bien sûr, ces propos vantards, le jour où les marchés étaient sur le point de s'effondrer, étaient peut-être destinés à montrer qu'il n'était pas inquiet et que les marchés n'avaient pas de raison de l'être non plus.

Les annonces de Trump sur

les droits de douane peuvent très bien avoir été également destinées à obtenir des avantages de la part d'autres pays sur des questions non tarifaires, comme dans le cas du Groenland. Trump a beau avoir l'air d'un enfant capricieux lorsqu'il crie qu'il veut le Groenland, cela fait longtemps que les États-Unis œuvrent à obtenir des garanties pour exercer un contrôle direct sur ce pays. Leur armée l'utilise comme base militaire depuis 1941, et elle la considère depuis lors comme l'une de ses bases les plus importantes. Dans un contexte où la situation politique mondiale se tend, il est plausible que l'état-major veuille exercer un contrôle de plus en plus étendu sur cette région. Quant aux minerais évoqués, ils sont juste la cerise sur le gâteau.

Le monde est accablé par des conflits, tant économiques que politiques, qui le mettent sur la voie d'une nouvelle guerre mondiale. Ce n'est pas Trump qui a donné naissance à ces conflits, et il n'a pas non plus véritablement changé la politique des États-Unis face à ces conflits. Il en a seulement exposé un certain nombre au grand jour.

Trump mettra-t-il en œuvre une politique étrangère plus isolationniste ? C'était à la fois l'un de ses thèmes de campagne et l'objectif de nombre de courants d'extrême droite que Trump a rassemblés autour de lui. Ils veulent se débarrasser de ce qu'ils appellent les « embrouilles avec l'étranger ». Mais, depuis que Trump est élu, chaque fois qu'il prononce une phrase dans ce sens, il en prononce deux pour réaffirmer la continuité avec la politique étrangère de ses prédécesseurs. Son agressivité vis-à-vis du Groenland, du Canada et du Panama n'exprime pas vraiment la position d'un pays adoptant une position isolationniste, bien au contraire. Trump a accru les bombardements sur le Yémen et apporte un soutien sans faille à l'expansion militaire israélienne au Moyen-Orient. En outre, il ne réduit pas les dépenses militaires, il les augmente. En réalité, Trump est le dernier avatar d'une longue série de partisans de l'expansion militaire de l'impérialisme des États-Unis ; sous

REUTERS/RITZAU SCANPIX



La base spatiale de Pituffik, sur la côte ouest du Groenland, est une base militaire permanente des États-Unis depuis 1941.

des dehors isolationnistes, il est en fait en train de préparer la guerre.

Quant aux droits de douane, ils n'ont pas commencé avec Trump. Ils augmentent dans le monde entier, à un rythme inégalé depuis la crise de 1929. Ils sont l'expression de la crise économique elle-même. Lorsque la taille du gâteau diminue, chaque capitaliste s'appuie de plus en plus sur son propre État pour défendre ses intérêts. Les travailleurs du monde entier en paieront le prix, et ce prix va augmenter à l'avenir.

Dans son style égocentrique, Trump a certainement aggravé la situation. L'économie mondiale n'a pas la capacité d'absorber le choc considérable que ces droits de douane entraîneront. La chute rapide des cours boursiers, un recul de 6 000 milliards de dollars dans les deux jours qui ont suivi les annonces de Trump, montre d'abord le niveau de la spéculation pratiquée dans les salles de marché. Mais elle exprime aussi la conscience des capitalistes des États-Unis du niveau d'interconnexion et de vulnérabilité de leur propre économie, ainsi que des risques entraînés par la décision de Trump. Celui-ci peut très bien avoir joué à bousculer leurs intérêts juste pour voir ce qui arriverait, comme il le fait souvent. Mais le fait qu'un égocentrique plutôt instable dirige l'appareil d'État de l'impérialisme le plus puissant montre le degré de folie auquel le capitalisme amène le monde aujourd'hui. D'après Warren Buffett, l'un des milliardaires les plus riches du monde, « *Les droits de douane sont des actes belliqueux, à un certain niveau. S'ils ne font pas couler du sang tout de suite, il ne faut pas s'y tromper, ils constituent un acte d'agression qui appelle des représailles.* »

## METTRE AU PAS LA POPULATION

Certains décrets de Trump visent spécifiquement des personnes impliquées dans les protestations du printemps dernier contre les politiques des



**Un mois et demi après son arrestation en pleine rue pour avoir dénoncé le sort de Gaza, une étudiante turque de l'université Tufts a été libérée le 9 mai sur ordre d'un juge. Toujours menacée d'expulsion, elle réclame la liberté d'expression.**

États-Unis, et notamment contre le soutien et l'implication de ces derniers dans la guerre qu'Israël mène à Gaza, ou encore contre la guerre de facto que l'exécutif des États-Unis mène contre les migrants illégaux.

Un étudiant palestinien de l'université Columbia qui possédait un permis de séjour aux États-Unis a été arrêté en raison de son rôle lors des manifestations sur les campus au printemps dernier. Sa carte verte a été annulée sans qu'il puisse être entendu par la justice. Une étudiante turque de l'université Tufts (dans le Massachusetts) a été arrêtée – en fait, elle a été abordée dans la rue et littéralement enlevée par des agents de l'ICE, la police de l'immigration – pour avoir écrit au printemps un article critiquant la politique d'Israël à Gaza et avoir appelé son université à cesser tout investissement en Israël. Son visa d'étudiante a été annulé et elle n'a même pas eu la possibilité de se défendre. Sept étudiants d'autres pays, dont certains bénéficiant de bourses Fulbright (système fédéral de bourses d'études « au mérite »), ont été arrêtés, et ont vu leur visa étudiant annulé, là encore sans possibilité d'être entendus. Tous avaient un niveau d'étude élevé et un très bon CV. Le message était clair : si cela peut arriver à des gens comme eux, cela peut arriver à n'importe qui. Tout étudiant originaire d'un autre pays était prévenu : réfléchis à deux fois avant de dire ou d'écrire quelque chose.

Lorsque les protestations ont

commencé l'année dernière, d'autres étudiants, de nationalité américaine, ont vu toutes leurs données personnelles divulguées sur internet. Leur adresse, celles de leurs parents et de leurs proches, leur adresse électronique, numéro de téléphone, des informations sur leur vie privée, tout cela a été jeté en pâture dans la jungle des réseaux sociaux, avec des résultats prévisibles : eux, leurs parents et leurs proches ont été victimes de harcèlement et de menaces. L'opération fut apparemment orchestrée par des organisations d'extrême droite telles que Canary Mission, mais ce type d'intimidation porte la signature de Trump. Il est aussi derrière les sanctions disciplinaires infligées par l'université Columbia (à New York) à ceux de ses étudiants qui ont manifesté. Divulgarion de données personnelles, annulation de diplômes ou encore de crédits d'heures correspondant à des travaux effectués : tout cela était un avertissement pour tout étudiant qui envisagerait de protester contre la politique des États-Unis.

Certaines mesures de l'administration n'ont pas d'autre but que de susciter dans la population une peur vis-à-vis de personnes présentées comme différentes. C'est ce que montre par exemple le traitement infligé aux migrants originaires du Venezuela, dont certains ont été arrêtés, accusés d'être membres d'un groupe criminel et, sans preuve ni audience publique,

THE ECONOMIC TIMES / YOUTUBE

## KRISTI NOEM VISITS EL SALVADOR'S HELL-HOLE CECOT PRISON



ET

**Kristi Noem, à la tête du ministère de la Sécurité intérieure (DHS), ex-gouverneure du Dakota du Sud, pro-Trump de longue date, met en scène sa politique anti-immigrés, le 26 mars, dans une prison du Salvador où ont été entassés les Vénézuéliens expulsés.**

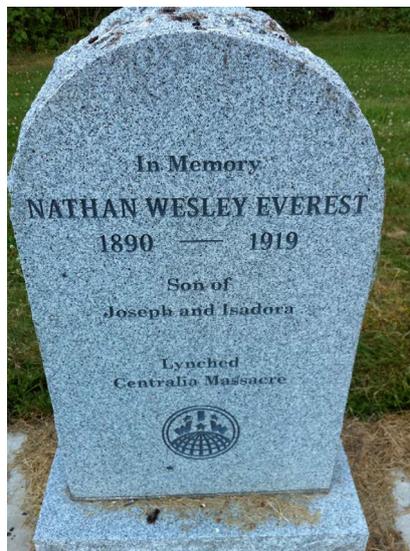
expulsés et jetés dans une prison tristement célèbre au Salvador, le crâne rasé, le corps dénudé pour faire apparaître leurs tatouages. Ils ont été exposés comme des animaux en cage. C'est comme si l'on avait écrit sur leur front « dangereux criminel ».

Pour aggraver encore leur dégradation symbolique, Kristi Noem, secrétaire d'État de Trump à la Sécurité intérieure, est passée en coup de vent dans cette prison avec une montre Rolex à 50 000 dollars et des vêtements moulants, avant tout pour se faire un nom. Les prisonniers, entassés à douze dans une minuscule cellule, n'étaient que la toile de fond du message qu'elle a aboyé à la face du monde : « Si vous tentez de franchir illégalement la frontière des États-Unis, vous atterrirez vous aussi dans cette prison ignoble ! »

Les unes après les autres, les franges les plus fragiles de la population sont attaquées, ses membres traités comme des pestiférés et présentés comme les ennemis du reste de la population : les partisans de Trump présentent ainsi les femmes trans comme réclamant à grands cris de participer aux compétitions sportives en tant que femmes afin de fausser la compétition. Dans leur propagande, les Noirs sont les grands bénéficiaires d'un « racisme antiblancs ». Enfin, ils

affirment que les immigrants « illégaux » franchissent la frontière pour prendre les emplois des travailleurs américains ou s'adonner à des activités criminelles.

Trump prétend redonner à l'Amérique la « grandeur » de l'époque de William McKinley, président des États-Unis entre 1897 et 1901. Cette période, surnommée celle des barons voleurs, fut celle de l'explosion de l'exploitation et, conjointement, de la fortune d'une bourgeoisie



**Tombe d'un bûcheron, militant syndicaliste des IWW, opposant à la guerre, lynché le jour de l'anniversaire de l'armistice, le 11 novembre 1919, par l'American Legion à Centralia, près de Seattle.**

péturie de cupidité et en pleine ascension, qui rejoignait les bourgeoisies européennes dans la compétition pour se partager le reste du monde. C'est aussi une période où les Noirs étaient victimes de lynchages dans les campagnes du Sud, où des bandes « nettoyaient » les quartiers de la présence de Noirs dans les villes du Nord, où la Légion américaine<sup>2</sup> ciblait les travailleurs qui cherchaient à implanter un syndicat, pour les chasser de la ville, couverts de goudron et de plumes. C'est une Amérique dans laquelle différentes catégories de la population étaient montées les unes contre les autres et mises en concurrence par la pénurie d'emplois, de logements, etc.

De la même façon, Trump aimerait monter différentes couches de la population les unes contre les autres, pour mieux dissimuler la seule division essentielle, celle entre les travailleurs et la bourgeoisie. Cette vieille ficelle, la bourgeoisie la ressort de son chapeau aujourd'hui, alors même qu'elle commence une guerre commerciale qui pourrait se transformer en nouvelle guerre mondiale.

## LE TRUMPISME EST-IL UN FASCISME ?

Avons-nous affaire à du fascisme, ou du moins à une sorte de préambule au fascisme ? Ou s'agit-il d'un retour du maccarthysme<sup>3</sup> ?

Il est évident que Trump est plus autoritaire que les présidents précédents. Avec sa grosse centaine de décrets, il a court-circuité le Congrès. Il a montré sa capacité à ignorer purement et simplement des décisions judiciaires. Il s'est attaqué à de nombreux domaines présentés comme des symboles de la démocratie : la presse, les universités, les grands cabinets d'avocats, les syndicats, ceux qui représentent la liberté de la presse, d'expression ou d'association, le droit de s'organiser, ou encore le droit des citoyens

2 Organisation d'anciens combattants créée en 1919, anticommuniste et antisyndicale, qui organisa des expéditions punitives et des campagnes d'intimidation (note LDC).

3 Chasse aux sorcières organisée de 1950 à 1954 à l'instigation du sénateur républicain McCarthy contre toute personne soupçonnée d'avoir ne serait-ce que des sympathies communistes (note LDC).

d'être représentés par un avocat.

La rapidité avec laquelle Trump a créé des précédents et s'est attribué des pouvoirs qui ne lui reviennent pas légalement, et ce sans difficulté pour l'instant, montre que la situation politique pourrait changer très vite. Autrement dit, nous pourrions être à la veille d'un nouveau maccarthysme ou d'un retour du fascisme.

Un grand nombre des décrets adoptés par Trump visent à mettre au pas la population, ce qui laisse présager une intensification de la répression.

Dans le même temps, il est important de comprendre que ces décrets s'appuient sur une vaste opération de manipulation. On le voit clairement dans la manière dont l'administration Trump prétend expulser les immigrants, qu'ils aient ou non des papiers. Il n'arrête pas de répéter que le pouvoir va attraper un million d'immigrants en ratisant la population. Mais, de fait, l'appareil d'État qui serait nécessaire pour accomplir une telle tâche n'existe pas. Ou, en tout cas, pas encore. Aujourd'hui, six hommes masqués peuvent enlever une femme turque dans la rue en plein jour, et l'événement peut être diffusé à la télévision. Ils peuvent attraper quelques dizaines de Vénézuéliens, les mettre nus pour montrer leurs tatouages, les expulser pour les incarcérer dans une prison salvadorienne, et noyer les médias d'histoires horribles sur cette prison afin de faire comprendre à chaque immigrant qu'il pourrait finir là. Ils peuvent recourir à des mesures administratives, déclarant par exemple que plusieurs milliers de migrants – illégaux ou non, personne ne le sait – sont morts et mettant leurs données fiscales et de sécurité sociale sens dessus dessous. Oui, ils peuvent faire tout cela. C'est une sorte de campagne destinée à cadrer et terroriser les gens, pour qu'ils s'en aillent. Mais l'appareil d'État dans son ensemble ne s'est pas (encore) mis en branle pour rafler les immigrants à grande échelle. Trump agit de la même manière avec les universités, les cabinets d'avocats et les grands médias.

Tout cela ne signifie pas, loin

de là, que Trump est porté par une vague fasciste. Trump s'est drapé du manteau de la « présidence impériale ». S'appuyant sur l'article 2 de la Constitution, qui stipule que le président incarne le pouvoir exécutif, Trump a dit et répété maintes fois que cela signifie qu'il peut faire ce qu'il veut. En réalité, il répond à un problème auquel la bourgeoisie est confrontée depuis longtemps, à savoir que le système politique du pays ne permet pas de prendre des décisions rapidement. Ce problème est d'autant plus brûlant alors que la crise économique dure, que la concurrence s'accroît entre pays et que les guerres se multiplient dans le monde. Les processus de prise de décision sont répartis entre plusieurs acteurs, tant sur le plan géographique qu'institutionnel. Le pays est divisé en instances de décision locales (villes et comté), intermédiaires (États) et centrale au niveau fédéral. Comme l'a montré la question de la légalité de l'avortement, cette organisation tend à empêcher l'adoption d'une approche et d'une décision communes.

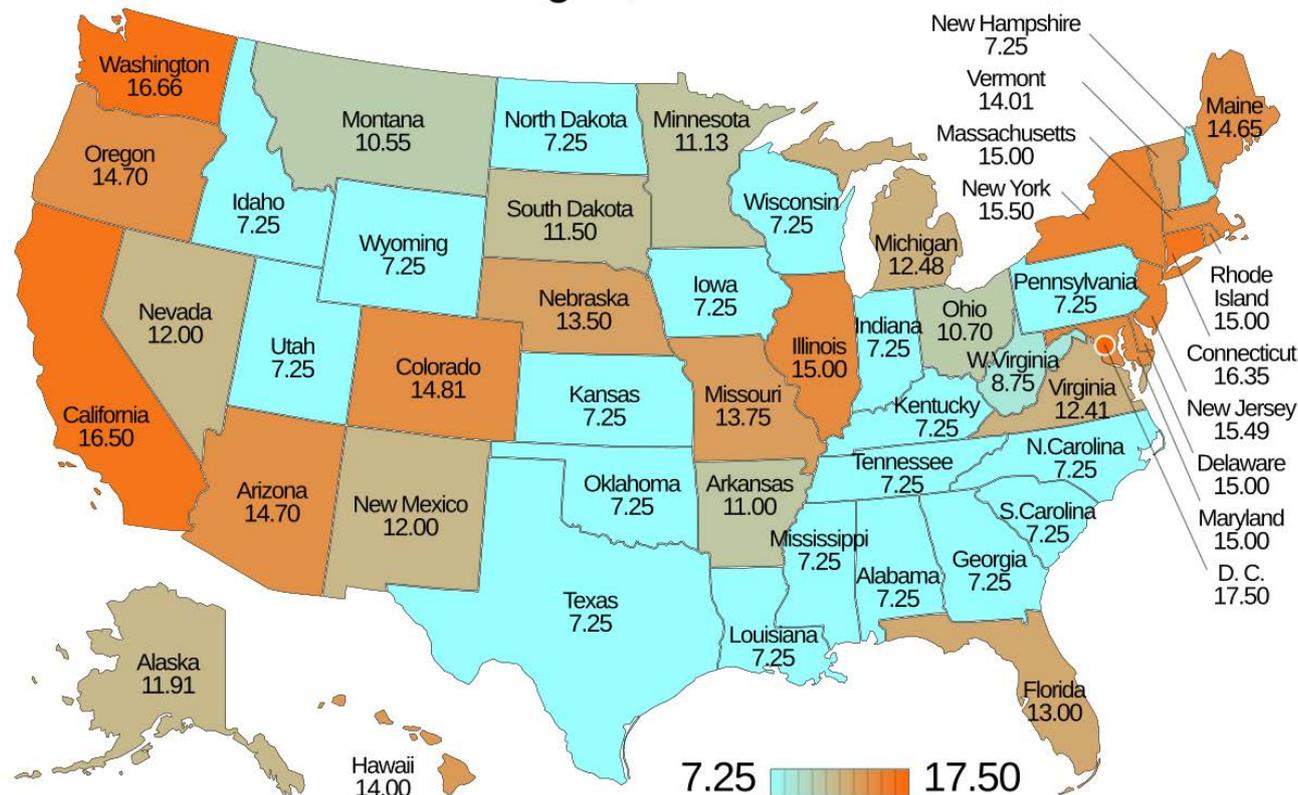
L'État fédéral, divisé en trois instances, exécutive, législative et judiciaire – division que l'on retrouve en général au niveau de chacun des 50 États fédérés – finit souvent par ne pas pouvoir adopter une décision ; il apparaît

comme un magma dans lequel des appareils en concurrence se bloquent mutuellement. Alors que le monde connaît des changements rapides, la structure politique demeure, au moins formellement, celle mise en place en 1787, lorsque la Constitution fut adoptée. En conséquence, la fameuse séparation des pouvoirs dans laquelle trois pouvoirs prétendument égaux s'équilibrent mutuellement, dont tous les enfants ont entendu parler à l'école, a cédé la place à un pouvoir exécutif qui s'est considérablement renforcé au détriment des deux autres. On le voit sur la question de la guerre. D'après la Constitution, le Congrès déclare la guerre, après quoi le pouvoir exécutif la mène, et le pouvoir judiciaire veille à ce que cela se fasse dans le respect de responsabilités bien définies. Mais quand le Congrès a-t-il effectivement déclaré la guerre pour la dernière fois ? En Corée ? Non, il s'agissait officiellement d'une simple « opération de police ». Au Vietnam ? Non plus, la résolution du golfe du Tonkin, adoptée en 1964, n'était pas vraiment une déclaration de guerre, et elle a été prise plusieurs années après que les troupes américaines eurent tiré leurs premiers missiles. En Irak, peut-être ? Non plus. En Afghanistan, pas davantage. En Syrie ?



Le sénateur Joseph McCarthy dénonce une prétendue infiltration communiste du département d'État américain (ministère des Affaires étrangères), le 9 mars 1950.

## State minimum wages, in dollars. Feb. 21, 2025



WIKIPEDIA/PUBLIC DOMAIN

Le salaire horaire minimal légal varie selon les États, certains restant au minimum fédéral de 7,25 dollars, soit environ 6,50 euros.

Y a-t-il eu une guerre américaine en Syrie ? Et que dire de toutes ces guerres financées par les États-Unis et conduites par d'autres, en Israël, en Ukraine ou au Liban ?

Que l'on pense encore au rôle de la Cour suprême, censée contrôler le président. Dans la mesure où ses membres sont nommés par le président lui-même, il est probable qu'ils seront enclins à adopter son point de vue, y compris en lui accordant une immunité totale, comme ils l'ont déjà fait pour Trump. Pensons encore à l'avortement : la Cour suprême l'a légalisé par un arrêt rendu en 1973, et a annulé ce même arrêt en 2022.

La structure politique et les règles de la Constitution ont, de fait, été souvent ignorées, à chaque fois que le pays faisait face à une crise grave. Ainsi, alors qu'on était au bord d'un effondrement économique en 2008, Bush, sur le point de partir, et Obama, pas encore en poste, se sont réunis avec quelques banquiers et la Réserve fédérale (la banque centrale des

États-Unis) pour remettre les marchés financiers d'aplomb. Le Congrès et le pouvoir judiciaire n'ont simplement pas eu leur mot à dire.

Ce que Trump fait actuellement, c'est simplement pousser encore plus loin cette tendance, qui n'est pas nouvelle. Avec ses décrets, il est en train d'imposer son droit à agir à la fois en tant que président et avec les prérogatives du Congrès et du pouvoir judiciaire.

Affirmer que Trump ne peut pas être caractérisé comme fasciste ne signifie pas que le fascisme ne pourrait pas se développer aux États-Unis. Mais notre préoccupation est de déterminer la nature de la situation à laquelle nous faisons face aujourd'hui. Nous observons une intensification des attaques contre la population sur le plan économique, un accroissement de la violence des forces de répression organisées par l'État et une tendance à présenter le vote démocrate comme la réponse à cette situation. Aujourd'hui, cette tendance constitue le plus grand danger pour la classe ouvrière.

### IL Y AURA DES ATTAQUES

Jusqu'où les attaques contre le niveau de vie et le durcissement de la répression peuvent-ils aller ? Cela ne dépend pas de Trump, mais du rythme tant de l'aggravation de la crise économique que de l'accroissement de la concurrence entre pays.

Il y aura des attaques. Et c'est la classe ouvrière qui sera la principale cible, comme on peut le voir avec la guerre commerciale qui est en train de se développer. Les droits de douane sont un nouvel impôt, particulièrement rétrograde, qui va tailler dans le niveau de vie de celles et ceux qui disposent des revenus les plus bas. Si la guerre commerciale se développe à grande échelle, les suppressions d'emplois vont frapper des pans entiers de la classe ouvrière.

Pour ce qui est de la répression, quelle que soit sa nature, elle sera exercée contre la classe ouvrière car celle-ci est la force sociale qui a le pouvoir de mettre un terme à ce système qui produit des catastrophes comme le

AP



Les mots d'ordre de la gauche du Parti démocrate ciblent l'oligarchie de Trump.

chômage, l'inflation, les guerres commerciales et les guerres tout court.

Aujourd'hui, la classe capitaliste est mieux préparée pour cette guerre que ne l'est la classe ouvrière. De fait, la mise en scène de Trump en « président impérial » fait partie de cette préparation, elle indique que la bourgeoisie est prête, si la situation l'exige, à ne pas s'appuyer uniquement sur la dictature économique qu'elle exerce sur le reste de la société, mais également sur la dictature politique exercée par un individu, s'il devient nécessaire d'accroître le niveau de la répression. Cela ne signifie pas que les capitalistes pensent

que Trump sera cet homme. C'est juste lui qui est en position aujourd'hui d'élever le niveau de répression d'un cran.

Quelle que soit la manière dont la situation évolue, la classe ouvrière ne pourra compter que sur elle-même. Et, aujourd'hui, elle n'est pas préparée. Elle ne possède pas son propre parti politique, elle ne s'est pas organisée pour participer sur ses propres bases aux luttes politiques pour y défendre ses intérêts spécifiques. Elle n'a guère mené la lutte syndicale, sous les formes très restreintes autorisées par les conventions signées par les syndicats et dans les limites d'une législation antiouvrière

qui empêche les travailleurs de s'organiser en tant que classe.

Pis, la plupart des responsables syndicaux se sont efforcés de lier les travailleurs au Parti démocrate. Certains d'entre eux se mettent à présent à la remorque de Trump, ils se réjouissent de ses annonces sur les droits de douane et sur la criminalisation des immigrants. Le fait qu'ils puissent soutenir à la fois les politiques des démocrates et de Trump n'est pas contradictoire. Dans les deux cas, ils attachent les travailleurs, pour autant qu'ils exercent encore une influence sur eux, à la bourgeoisie, que défendent tant les démocrates que Trump et son parti.

Il est clair que les démocrates chercheront à convaincre que Trump est le problème et qu'il faut donc se débarrasser de lui. Bernie Sanders, qui est en tournée nationale, fait campagne contre « l'oligarchie ». Il attire à lui certains de ceux qui veulent se battre et fait office de rabatteur pour le Parti démocrate.

Tout cela fait reculer la classe ouvrière. Les manifestations du 5 avril ont montré combien les objectifs affichés par les démocrates peuvent être réactionnaires, en offrant une diversion aux gens qui veulent se battre<sup>4</sup>.

C'est pourquoi il est si important que les révolutionnaires plantent aujourd'hui un drapeau auquel puissent se rallier les travailleurs et toutes celles et ceux qui lient leur sort à celui de la classe ouvrière. Il faut un drapeau pour tous ceux qui ont peur et qui en ont assez, pas seulement de Trump, mais de ce système capitaliste pourri et puant. Plus que jamais, nous devons affirmer que la classe ouvrière a besoin de son propre parti et de son propre programme. Car elle seule a le pouvoir de sauver la société de la barbarie à laquelle le capitalisme est en train de conduire l'humanité.

Nous savons que nous serons minoritaires en adoptant cette position. Plus exactement, nous serons une minorité au sein de la minorité. Parfois, faire face à une telle situation est plus difficile que d'affronter la répression.

6 avril 2025



APPHOTO/JOSE LUIS MAGANA

«Nourrissez la population, mangez les riches», illustré par le portrait d'Elon Musk. «Aucune guerre, sauf la guerre de classe.» Lors des manifestations Hands Off! (bas les pattes!) du 5 avril, ici à Washington.

4 Le 5 avril ont eu lieu les plus grandes manifestations anti-Trump depuis son arrivée au pouvoir (note LDC).



## De Staline à Poutine, une complicité de longue date avec l'impérialisme

**Quatre mois après le retour de Trump à la tête de l'État américain, la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'est toujours pas terminée. La plupart des médias en France en parlent comme d'un échec du président américain. Comme si Trump, aveuglé par son désir de paix, avait été incapable de voir la duplicité de Poutine, contrairement aux européens Macron, Starmer et Merz qui, eux, entendraient soutenir «l'indépendance» de l'Ukraine «jusqu'au bout», quitte à prolonger la guerre.**

Mais la réalité est tout autre : les alliés de l'Ukraine se sont servis d'elle pour mener une guerre contre la Russie par procuration, lui fournissant des armes mais laissant les Ukrainiens se sacrifier pour d'autres intérêts que les leurs. Car le véritable enjeu de cette guerre a été, dès le début, la mainmise sur une Ukraine en position stratégique aux portes de la Russie et sur ses nombreuses ressources naturelles. L'indépendance d'un pays comme l'Ukraine, dans le monde impérialiste, est une chimère. La question que posait cette guerre était de savoir quel partage du butin ukrainien entre les grandes puissances résulterait du rapport de force entre belligérants.

Trump, à la tête du principal pays de la coalition impérialiste a, dès son retour à la Maison Blanche, brutalement sonné la fin de la partie, en accordant la quasi-reconnaissance des territoires conquis par l'armée russe et en tordant le bras à Zelensky pour obtenir de l'Ukraine des avantages pour les capitalistes américains, au détriment de leurs concurrents européens. Le 8 mai, le Parlement ukrainien a ainsi ratifié l'accord imposé par les États-Unis pour exploiter et tirer profit des ressources naturelles du pays, des minerais, du gaz et du pétrole. Cet accord permettra aussi aux entreprises américaines de



IMAGO / DAVID ALLIGNON / ZUMIPRESS WIRE

**Depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, Poutine est redevenu un interlocuteur fréquentable.**

se positionner avantageusement sur le marché de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre, un chantier évalué à plusieurs milliards de dollars. S'estimant lésés, les dirigeants de l'Union européenne essayent encore, en adoptant la posture de meilleurs soutiens du gouvernement ukrainien, d'obtenir une part du gâteau.

Le rapprochement entre les États-Unis de Trump et la Russie de Poutine a donc été présenté comme une surprise et même un choc. Et pourtant, il n'a rien d'étonnant : les dirigeants de la Russie, à la tête d'un État reçu en

héritage de l'URSS, représentants d'une bureaucratie elle-même héritière de la bureaucratie soviétique, ont certes des intérêts qui les ont maintes fois opposés aux dirigeants de l'impérialisme, mais toute leur histoire montre qu'ils ont su souvent s'entendre aussi avec ces derniers aux dépens des peuples et des travailleurs qu'ils exploitent et qu'ils pillent, complices pour les maintenir dans l'oppression et la soumission.

Et en réalité, cette complicité essentielle entre la bureaucratie et l'impérialisme remonte au

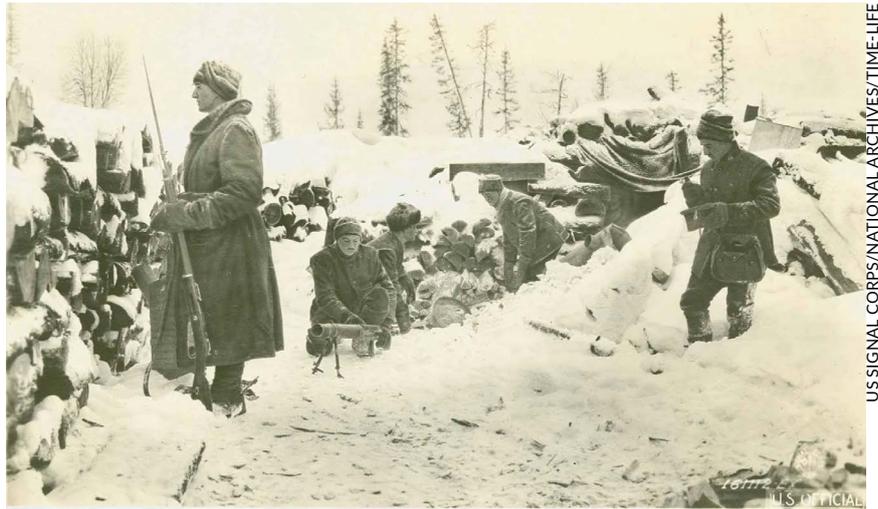
temps où l'URSS existait encore, et date de l'origine même de l'établissement du pouvoir de la bureaucratie à l'époque de Staline.

Fondamentalement, dans l'État de la révolution ouvrière d'Octobre 1917, dès le moment où le pouvoir passa des mains des classes laborieuses à celles d'une bureaucratie parasitaire, réactionnaire et violemment opposée à tout nouveau changement révolutionnaire de l'ordre mondial, le régime de la bureaucratie stalinienne ne pouvait que chercher à s'entendre avec les gardiens traditionnels du système capitaliste. Et que ces derniers aient bien souvent refusé leurs offres de services, préférant chercher d'abord à se débarrasser de ce corps étranger qu'était l'URSS, ne change rien à leur complicité essentielle pour empêcher qu'à nouveau des secousses révolutionnaires n'ébranlent le monde.

#### L'ABANDON DE LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE PAR LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

De 1918 à 1921, pour endiguer la vague révolutionnaire qui suivit la révolution d'Octobre 1917 en Russie, les puissances impérialistes, dans une union sacrée pour sauver leur système, se liguèrent pour soutenir la contre-révolution. Pendant encore trois ans après la guerre impérialiste, les travailleurs soviétiques durent tout sacrifier pour vaincre armées blanches et corps expéditionnaires étrangers.

Au lendemain de la guerre civile, faute d'avoir pu renverser l'État ouvrier, les pays impérialistes se dirent prêts à avoir des relations économiques et politiques avec lui. Les révolutionnaires n'étaient pas dupes et Trotsky écrivait : « *Que veut la diplomatie ? Imposer à la Russie révolutionnaire le plus lourd tribut possible ; l'obliger à payer le plus de réparations possibles ; élargir, autant que faire se peut, sur le territoire soviétique, le cadre de la propriété privée ; créer, pour les financiers, les industriels, les*



US SIGNAL CORPS/NATIONAL ARCHIVES/TIME-LIFE

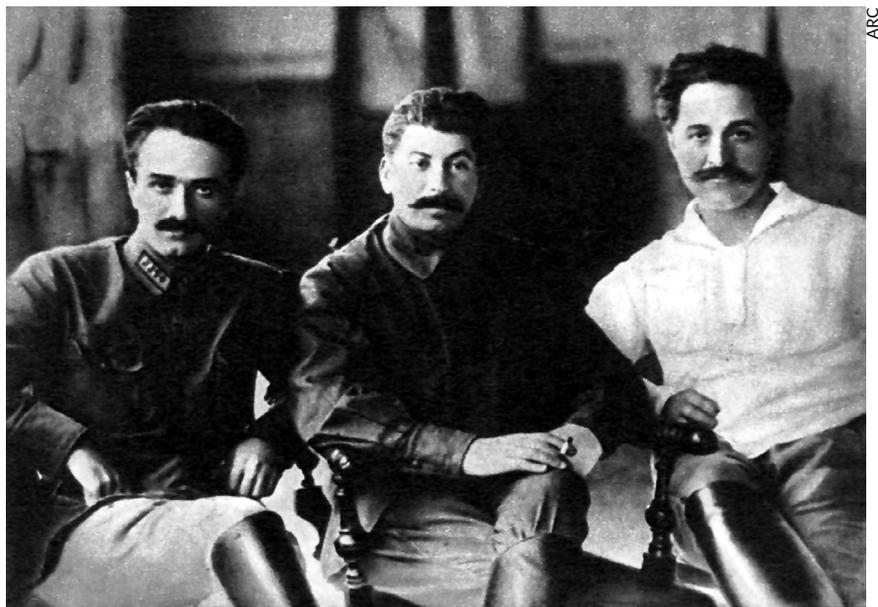
**Durant l'hiver 1919, vers Arkhangelsk, sur la côte de la mer Blanche, des soldats américains participent à une tentative d'encerclement des Rouges.**

*usuriers russes et étrangers, le plus grand nombre de privilèges aux dépens des ouvriers et des paysans russes.* »<sup>1</sup>

Mais, reprise ou pas des relations avec l'Occident impérialiste, ce qui serait décisif pour le sort de l'État ouvrier, c'était que la révolution s'étende. Lénine répétait : « *Sans l'aide en temps voulu de la révolution internationale nous ne tiendrons pas.* » En attendant, l'objectif des révolutionnaires était de renforcer l'État ouvrier, en posant les bases d'une économie qui ne serait pleinement socialiste que plus tard, lorsque la révolution aurait gagné de nouveaux pays. L'URSS s'efforça ainsi d'obtenir des relations avec les

pays capitalistes les moyens de relancer son économie encore arriérée et ruinée par sept années de guerre mondiale puis civile. Parallèlement, les révolutionnaires faisaient tout leur possible, à travers l'Internationale communiste, pour que la révolution l'emporte dans d'autres pays.

Mais la révolution mondiale marquant le pas, c'est au cours de ces mêmes années que la bureaucratization de l'État ouvrier et du Parti communiste devint un phénomène envahissant, un danger mortel pour l'avenir de l'État soviétique. La bureaucratie, couche sociale formée de millions de responsables, des sommets à la base de l'État, se comportait



ARC

**En 1925, Staline entouré de ses proches Mikoïan et Ordjonikidze : quand la bureaucratie se trouvait des représentants au sommet du pouvoir.**

<sup>1</sup> Trotsky, *Entre l'impérialisme et la révolution*, 20 février 1922

comme une caste, aspirant de plus en plus consciemment à assurer sa position et ses privilèges contre tout ce qui pouvait les menacer, à commencer par la classe ouvrière.

Après la mort de Lénine, Staline incarna ce revirement politique et social. En affirmant en décembre 1924, que le socialisme était possible « dans un seul pays », le chef de la bureaucratie afficha à la face du monde, et donc de l'impérialisme, que le régime tournait le dos à la révolution mondiale. En même temps, la bureaucratie lançait une lutte implacable contre ceux qui, au sein du Parti communiste, restaient des révolutionnaires. L'URSS ne s'effondra pas, mais elle subit une défaite majeure de l'intérieur : le régime révolutionnaire avait dû céder le pouvoir à une formidable force opposée à tout changement social. C'était un phénomène inédit dans l'histoire.

Sur le plan des relations internationales, la rupture avec le passé bolchevique ne fut pas moindre. Désormais, la bureaucratie n'entendait plus aider d'aucune manière la classe ouvrière des autres pays à s'emparer du pouvoir. Elle craignait une nouvelle vague révolutionnaire qui, en réveillant la combativité des travailleurs en URSS, risquerait de remettre en cause son propre pouvoir. Dès lors, sous des formes variées mais avec une même orientation constante, la diplomatie soviétique chercha un terrain d'entente avec la bourgeoisie des pays impérialistes.

### DES FRONTS POPULAIRES AU PACTE GERMANO- SOVIÉTIQUE : CHOISIR UN CAMP IMPÉRIALISTE CONTRE L'AUTRE

Pour être acceptés comme interlocuteurs et partenaires par l'impérialisme, les bureaucrates allaient devoir donner des gages, prouver que, sous la dictature de Staline, l'URSS ne représentait plus un danger révolutionnaire. Car l'impérialisme voyait l'existence même de l'URSS comme une menace. Même sous la férule de la bureaucratie et à son corps



Le 11 juin 1936, Thorez lance aux grévistes : « Il faut savoir terminer une grève. »

défendant, l'URSS représentait aux yeux des exploités du monde entier un espoir, la preuve que la classe ouvrière au pouvoir était capable de construire – à l'échelle d'un sixième des terres émergées ! – une société qui fonctionnait sans propriété privée des moyens de production et sans capitalistes.

Il fallut les échecs des révolutions de l'entre-deux-guerres, de plus en plus ouvertement provoqués par la bureaucratie, pour que l'impérialisme se convainque qu'il pouvait s'entendre avec Staline et qu'il pouvait avoir intérêt à compter avec son régime, quoi qu'il lui en coûte de le cautionner du même coup.

Ce fut d'abord la tragédie de la révolution chinoise, en 1925-1927, lors de laquelle l'Internationale communiste en voie de stalinisation poussa le jeune Parti communiste chinois à mener une politique suicidaire en se mettant à la remorque d'un parti bourgeois, le Kuomintang. Cette politique aboutit à l'écrasement de la classe ouvrière et au massacre des communistes chinois par les nationalistes, que Staline s'obstinait à leur présenter comme leurs meilleurs alliés.

Puis il y eut le coup de tonnerre de l'arrivée de Hitler au pouvoir en janvier 1933, une défaite sans combat des travailleurs et du Parti communiste allemands, paralysés par la politique ultra-gauche suicidaire des dirigeants staliens. Hitler au pouvoir, c'était la menace d'une nouvelle guerre contre l'URSS et, sur ce terrain, l'Allemagne pouvait obtenir l'approbation tacite sinon le soutien

des autres pays impérialistes. C'est alors que Staline, pour faire face à la menace, proposa de s'allier à la bourgeoisie dite démocratique des impérialismes rivaux de l'Allemagne. C'était le fondement de sa politique des fronts populaires.

Au milieu des années 1930, les fronts populaires consistèrent en une alliance électorale des partis communistes avec la social-démocratie réformiste et des partis bourgeois, comme les radicaux en France. Remplaçant le langage de la lutte de classe par celui du patriotisme, les PC prirent un tournant nationaliste. En France, dans les manifestations, le drapeau tricolore et la Marseillaise apparurent aux côtés du drapeau rouge et de l'Internationale. Face à la nouvelle guerre impérialiste qui s'annonçait, l'Internationale communiste répandit le mythe d'une lutte des démocraties contre le fascisme et défendit une politique pacifiste, sans plus évoquer la perspective de la révolution.

Ce tournant rassura la bourgeoisie, et l'URSS put ainsi entrer dans le jeu des alliances entre puissances impérialistes. Staline la fit adhérer fin 1934 à cette SDN (ancêtre de l'ONU) que Lénine avait qualifiée de « caverne de brigands » impérialistes. La même année, Trotsky écrivait : « *Le danger révolutionnaire que constitue le communisme a perdu de son acuité, en dépit de la terrible crise. Les succès diplomatiques de l'Union soviétique sont à attribuer, au moins dans une large mesure, à l'extrême affaiblissement de la révolution internationale.* »<sup>2</sup>

2 Trotsky, extrait de *La guerre et la 4<sup>e</sup> Internationale*, 10 juin 1934

Le caractère contre-révolutionnaire de la politique de front populaire se révéla pleinement lorsque la classe ouvrière manifesta de nouveau sa volonté de se battre. En France, le gouvernement de Blum, à peine élu avec le soutien du Parti communiste, ce dernier saborda la grève générale de juin 1936. Il empêcha que la mobilisation de millions de prolétaires se transforme en mouvement révolutionnaire.

Et en Espagne peu après, quand la révolution éclata en réaction au coup d'État de Franco, la guerre civile fut menée, côté républicain, derrière le gouvernement bourgeois de Front populaire. L'URSS envoya des armes à l'Espagne républicaine, et le Parti communiste d'Espagne, qui participait à ce gouvernement, se chargea de liquider les courants et milices révolutionnaires, anarchistes et communistes antistaliniens. Une fois brisée la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, le Front populaire étant incapable de vaincre militairement le franquisme, l'allié de Hitler et de Mussolini n'allait plus rencontrer d'obstacle pour établir sa dictature.

La guerre impérialiste approchant, Staline constatait cependant avec effroi que les « démocraties » n'avaient aucune volonté de s'opposer vraiment à l'Allemagne nazie ni, a fortiori, de défendre l'URSS contre les visées militaires de Berlin. Alors, il engagea des négociations en coulisse avec les dirigeants nazis. Elles débouchèrent à la stupeur générale sur le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui laissait les mains libres à Hitler pour commencer la guerre à l'ouest. C'était un coup de poignard dans le dos des militants communistes auxquels Staline et les partis communistes expliquaient depuis des années que le fascisme était l'ennemi à abattre. Cela ne pouvait que démoraliser ceux qui voyaient dans l'URSS le meilleur rempart contre le fascisme. Le pacte prévoyait, entre autres, le partage de la Pologne entre les deux pays, ce qui allait marquer le début officiel de la guerre mondiale quelques jours plus tard. Pourtant, le répit qu'espérait Staline ne dura guère : il

prit fin avec l'invasion allemande du 22 juin 1941.

### YALTA : LE MAINTIEN DE L'ORDRE IMPÉRIALISTE À LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Au cours de la guerre, l'URSS réussit à repousser l'invasion allemande puis à faire avancer une armée de six millions d'hommes sur un front de 5 000 km. L'armée du Kremlin ayant pris Berlin, elle occupa finalement une large partie de l'Europe.

Cela ouvrit une période nouvelle des relations entre l'impérialisme et l'URSS de Staline : celle d'une complicité non seulement de fait, mais décidée, ouverte et élaborée en commun. En gage de sa bonne volonté, en 1943, Staline liquida l'Internationale communiste, déjà depuis longtemps réduite à l'impuissance, et il débaptisa l'Armée rouge pour en supprimer l'adjectif « rouge » qui rappelait sa lointaine origine révolutionnaire.

Entre 1943 et 1945, plusieurs rencontres au sommet réunirent Staline et les représentants impérialistes anglo-américains, Roosevelt et Churchill, qui s'allièrent à lui contre l'Allemagne de Hitler et ses alliés. Mais il ne s'agissait pas seulement de vaincre les puissances de l'Axe. La principale préoccupation des impérialistes

concernait l'après-guerre. Ils craignaient que la guerre mondiale se termine, comme la précédente, par une vague révolutionnaire ébranlant le système capitaliste tout entier. Ils savaient donc d'expérience que la défaite de l'Allemagne et de l'Italie serait marquée par des crises dans ces pays et en Europe, des convulsions, des affrontements sociaux et politiques. Pour prévenir ce danger, la meilleure garantie était une alliance avec l'URSS de Staline, qui accepta de jouer le rôle qu'on attendait de lui pour, enfin, être admis à la table des grands de ce monde. Ses troupes et ses tanks firent régner l'ordre en Europe de l'Est, et, partout, il dicta la politique des partis communistes, dont l'influence dans la classe ouvrière pouvait être décisive pour briser de l'intérieur une montée ouvrière.

Lors des conférences de Téhéran, Yalta et Potsdam, les alliés se partagèrent les zones d'influence où leurs armées respectives feraient régner l'ordre, l'URSS étant reconnue comme puissance dominante sur l'est de l'Europe. Churchill a raconté dans ses mémoires comment, avec Staline, il régla en deux minutes le sort de plusieurs pays des Balkans, attribuant 90 % du contrôle de la Roumanie à l'URSS, 90 % de celui de la Grèce à la Grande-Bretagne, et se partageant en parts égales l'influence sur la Yougoslavie et la Hongrie.



Fin 1943, la conférence de Téhéran fut la première rencontre entre Staline, Roosevelt et Churchill qui discutèrent de leurs futures zones d'influence.

L'armée soviétique, dans les territoires qu'elle occupait, se comporta comme les armées impérialistes ailleurs. Il fallait faire en sorte que pas un ouvrier, en Allemagne ou en Europe de l'Est, ne puisse voir en elle une armée de libération, tuer tout espoir qu'elle aurait pu susciter malgré elle.

Après la guerre, certains partis communistes eurent même leurs ministres dans des gouvernements bourgeois, notamment en Italie et en France. Et quand il y eut des grèves et des mobilisations populaires, les partis communistes mirent tout leur poids pour qu'elles ne débouchent pas sur une crise révolutionnaire. En Grèce, passée sous autorité britannique, le Parti communiste fut massacré, sans même que Staline réagisse. Enfin, au moment où les États-Unis lâchèrent deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, l'URSS déclara la guerre au Japon, occupant la Mandchourie pour y maintenir l'ordre.

## L'ÉQUILIBRE DE LA GUERRE FROIDE

Une fois l'Europe capitaliste remise sur les rails et tout danger révolutionnaire immédiat écarté, l'impérialisme préférait ne plus devoir passer par des accords avec l'URSS. Par nature, il restait fondamentalement hostile à l'État issu de la révolution d'Octobre, d'autant plus gêné par son prestige et le statut de grande puissance avec lesquels il était sorti de la guerre.

C'est pourquoi à la collaboration ouverte se substitua bientôt la « guerre froide ». Pour attirer de son côté les pays européens et y réduire l'influence soviétique, l'impérialisme américain lança le plan Marshall. Pour protéger la zone qu'elle occupait, l'URSS y installa des gouvernements à sa botte, constituant un glacis qui allait former avec elle le « bloc soviétique », coupé du bloc occidental à partir de 1947-1948. Cet équilibre relatif entre les deux blocs allait durer une quarantaine d'années, jusqu'à la chute de l'URSS. Le retour de l'hostilité entre l'ensemble de l'impérialisme occidental et l'Union soviétique prit par moments



Chars soviétiques à Budapest, le 2 novembre 1956.

des allures menaçantes, faisant craindre une troisième guerre mondiale. En Corée notamment, la guerre sévit entre 1950 et 1953 et aboutit à la partition du pays en deux, s'ajoutant à l'épreuve de force qui se déroulait en Europe. Partout, les lignes de partage se figeaient.

Mais une complicité fondamentale entre les grandes puissances demeurait dirigée contre les peuples. Et cela quand bien même la bureaucratie russe, aussi viscéralement conservatrice et anti-ouvrière qu'elle ait été, continuait de maintenir certains acquis de la révolution d'Octobre, à commencer par l'étatisation des moyens de production et d'échange, la planification et le monopole du commerce extérieur. Elle allait agir de la sorte durant des décennies – en fait jusqu'en 1991 – non pas par une quelconque révérence pour Octobre 1917, mais parce que ce legs de l'histoire faisait sa puissance, et surtout constituait la base même de ses privilèges, en lui permettant de piller collectivement l'économie soviétique.

Lorsque, quelques années après la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat engagea la lutte en Europe de l'Est, c'est le Kremlin qui se chargea de la répression. En 1953 à Berlin-Est, puis en 1956 en Pologne et surtout en Hongrie, où une révolution éclata et où des conseils ouvriers réapparurent, l'URSS écrasa les insurgés. Le partage des rôles entre brigands pour maintenir l'ordre mondial se prolongeait ainsi malgré la guerre froide. Chacun allait accomplir ses

propres crimes dans sa zone d'influence : les impérialistes contre les peuples du tiers-monde et les dirigeants soviétiques contre ceux de Tchécoslovaquie, de Pologne et d'Afghanistan.

Les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale virent encore une vague de révoltes indépendantistes se répandre dans les colonies, menaçant la domination impérialiste en Asie, en Afrique, en Amérique latine, et soulevant des millions d'exploités. L'influence de la bureaucratie russe contribua à l'empêcher de prendre un caractère révolutionnaire et de déborder des cadres nationaux. Les partis communistes staliniens, devenus en fait des partis nationalistes, mirent le prolétariat à la remorque des partis indépendantistes bourgeois.

La bureaucratie soutint des régimes qualifiés de progressistes car ils refusaient de s'aligner systématiquement sur les États-Unis. Mais ces luttes de libération nationale visant à l'installation de bourgeoisies autochtones au pouvoir ne menaçaient en rien la domination impérialiste. Au bout du compte, celle-ci a perduré plusieurs décennies après la Deuxième Guerre mondiale sans être réellement menacée, grâce à la complicité de la bureaucratie russe.

## DE LA CHUTE DE L'URSS AU RÈGNE DE POUTINE, UNE MÊME POLITIQUE EN HÉRITAGE

À la fin des années 1980, le « bloc soviétique » se fissura et les pays d'Europe de l'Est



**Chirac, Poutine et Schröder en 2004, quand Poutine courtisait les Occidentaux.**

rejoignirent l'un après l'autre le giron capitaliste, sans que l'URSS de Gorbatchev tente de s'y opposer. En 1991, ce fut l'URSS elle-même qui finit par implorer, en proie à des contradictions internes devenues insurmontables. La gabegie et le pillage croissant de la bureaucratie, ses incessantes luttes de clan, dans un contexte de stagnation économique, finirent par déstabiliser le pouvoir dans tout le pays, jusqu'au sommet de l'État. Les plus hauts bureaucrates eux-mêmes signèrent la fin de l'Union et son éclatement en quinze États dont la Russie allait rester le plus important.

Cette dissolution entraîna un recul considérable : la multiplication des frontières entre des peuples qui avaient vécu soixante-dix ans dans le cadre d'un même État, ce qui s'accompagna de guerres territoriales. La guerre en Ukraine, depuis 2014, en est une lointaine conséquence. L'économie des ex-républiques soviétiques connut un effondrement tel qu'on n'en voit généralement qu'en cas de guerre, y compris en Russie sous la présidence d'Eltsine, dans les années 1990. C'est aussi au cours de cette décennie de chaos et d'effondrement social que quelques oligarques, issus de la bureaucratie ou liés à elle, bâtirent des fortunes en s'appropriant des pans entiers de l'économie soviétique.

En Russie comme ailleurs en ex-URSS, hormis quelques

oligarques et leurs clans, la majeure partie de la bureaucratie craignait d'y perdre de sa position sociale et de ses privilèges en même temps que son pouvoir. C'est en s'appuyant sur le mécontentement de cette bureaucratie qui refusait de se laisser dépouiller par les oligarques locaux et les financiers du monde entier que Poutine accéda au pouvoir en 2000. Il avait le soutien des représentants du KGB, de l'armée, des administrations et des organismes économiques issus de l'URSS.

Poutine rétablit ce qu'il appela la « verticale du pouvoir », imposant l'autorité du pouvoir central à des bureaucrates locaux qui se comportaient comme des seigneurs dans leur fief, et contraignant les oligarques à se soumettre au pouvoir politique et à partager la source de leur enrichissement avec les hautes sphères de la bureaucratie.

Une fois ce compromis passé entre le pouvoir politique de la bureaucratie et la nouvelle bourgeoisie des oligarques, le régime manifesta à plusieurs reprises sa volonté d'être intégré dans le système impérialiste, demandant à intégrer le FMI, l'Union européenne et même... l'OTAN, cette alliance militaire pourtant créée autour des États-Unis pour combattre l'URSS. Moscou offrit même des bases en Asie centrale pour les avions américains allant bombardier l'Afghanistan. En vain, l'impérialisme ne lui

en sut aucun gré : il avançait ses pions toujours plus loin en Europe de l'Est, jusqu'à l'Ukraine. Cette pression croissante accula la Russie à réagir militairement, déjà en Ukraine en 2014. Si Poutine prit l'initiative de l'envahir en février 2022, c'est la politique de l'impérialisme, américain en tête, qui avait rendu cette guerre en quelque sorte inévitable.

Tout en défendant ses intérêts propres, utilisant ce qui reste de formidables moyens hérités de l'économie soviétique étatisée, la bureaucratie russe aspire encore et toujours à être reconnue comme une puissance à part entière collaborant au maintien de l'ordre bourgeois. Elle démontre, chaque fois qu'elle le peut, qu'elle sait se rendre utile au maintien du système capitaliste. Il suffit de rappeler comment un mois à peine avant l'invasion de l'Ukraine, en janvier 2022, Poutine avait envoyé des troupes au secours du dictateur du Kazakhstan que menaçait une révolte dont la classe ouvrière était l'élément moteur. Par la même occasion, il avait exaucé les vœux des nombreux trusts occidentaux présents dans ce pays.

Sur la forme, Trump étale son cynisme en tendant la main à Poutine et en accusant Zelensky d'être responsable de la poursuite de la guerre en Ukraine. Mais sur le fond il renoue avec cette complicité qui, à travers de nombreux épisodes, a vu les gouvernements impérialistes collaborer avec Staline et ses successeurs pour maintenir l'ordre bourgeois.

Cette politique s'inscrira-t-elle dans la durée ? Aura-t-elle pour effet d'amorcer un processus de réintégration du régime russe dans le système capitaliste et son ordre mondial ? L'avenir le dira, mais derrière les tristes pantomimes de Trump et les flots de sang répandus en Ukraine, c'est une perspective qui s'ouvre peut-être et pour la bourgeoisie, et pour la bureaucratie. Qu'elle risque de se concrétiser souligne a contrario combien le système capitaliste a perdu de son dynamisme originel, lui, auquel il aura fallu un siècle pour réintégrer une bureaucratie qui ne demandait finalement que cela.

15 mai 2025



## Les réseaux sociaux, un « espace de liberté » ... soumis au capital

**« C'est un grand monsieur, il a sauvé la liberté d'expression », disait Donald Trump à propos d'Elon Musk, en remerciement des dizaines de millions de dollars déversés par celui-ci pour la campagne présidentielle américaine. Le patron de X déploie en effet beaucoup d'énergie pour se présenter comme le défenseur de la liberté d'expression absolue. Elon Musk et Mark Zuckerberg, le patron de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp...) opportunément rallié à Trump, ont d'ailleurs annoncé supprimer les modérateurs de leurs réseaux sociaux, ces travailleurs chargés de contrôler les contenus postés par les utilisateurs et de supprimer les comptes de ceux qui enfreignent les règles édictées par les plateformes.**

Dans le monde des réseaux sociaux, l'expression semble libre, à portée de téléphone portable : pas besoin d'avoir un capital de départ, d'investir dans des machines sophistiquées. Cette dématérialisation est présentée comme la base d'une démocratie absente des médias traditionnels. Mais derrière les apparences et l'amour de la liberté proclamé par les riches propriétaires des réseaux sociaux, il y a des intérêts sonnants et réverbérants, et une volonté d'influencer l'opinion, volonté partagée par tous les capitalistes qui investissent dans les médias.

### DES INFRASTRUCTURES COLOSSALES

À la base des réseaux sociaux, il y a d'abord, on l'oublie souvent, des infrastructures très lourdes. Le partage d'informations et de données du monde entier, sur lequel sont basés Internet et les réseaux sociaux, repose en particulier sur la pose de câbles sous-marins. Aujourd'hui, près de 450 câbles sillonnent la planète, cumulant 1,2 million de kilomètres, près de trente fois sa circonférence. Les navires qui posent ces équipements au fond des océans appartiennent

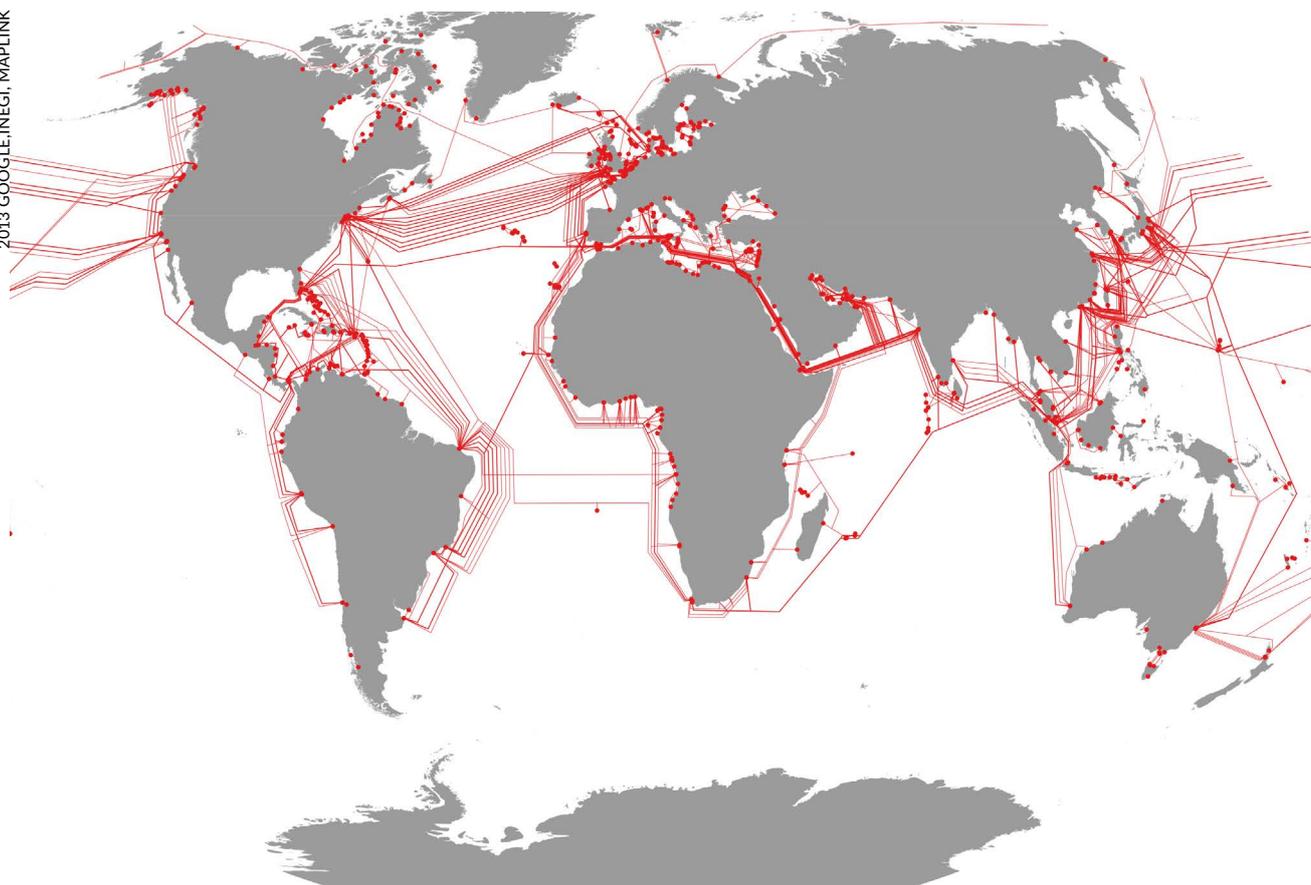
à de grands groupes, seuls capables de cet investissement. En septembre 2021, un consortium formé d'Orange, Google et Facebook a financé l'extension du plus grand câble du monde : 45 000 kilomètres entre Europe, Afrique et Asie. Tout récemment, Meta, la maison mère de Facebook et Instagram, a annoncé un projet pharaonique à plusieurs milliards : un câble de 50 000 kilomètres. Ces équipements, qui permettent de relier le monde entier et par lesquels transitent 99 % des communications mondiales, appartiennent, comme n'importe quelle marchandise,

à ceux qui paient, c'est-à-dire aux multinationales qui les installent. Et lorsqu'il ne s'agit pas de câbles sous-marins, ce sont des satellites, comme le réseau Starlink, lancé en 2018 par Elon Musk et en cours de déploiement. Le réseau a également besoin de centres de données, ces immenses bâtiments contenant des serveurs, sur lesquels sont stockées les données du monde entier. Il y en a environ 7 000 dans le monde, dont 1 200 aux États-Unis, et environ 300 en France. Ces centres de stockage nécessitent énormément d'électricité : leur consommation devrait



Deux navires câbliers, le *Raymond Croze* et le *Sophie Germain*, propriétés d'Orange Marine, à la Seyne-sur-Mer, en août 2023.

2013 GOOGLE, INEGI, MAPLINK



Répartition des principaux câbles sous-marins.

tripler d'ici à 2030, selon le cabinet McKinsey. En Europe, cela pourrait représenter jusqu'à 5 % de la consommation totale de tout le continent. Aux États-Unis, les projets de centres de données lancés par les géants du numérique représentent 92 gigawatts, près de la moitié de la consommation domestique du pays.

Il faut aussi compter le travail humain nécessaire pour mettre en œuvre ces moyens de production : des ingénieurs concevant toujours de nouveaux algorithmes et imaginant de nouvelles fonctionnalités, jusqu'aux petites mains chargées d'entraîner les nouveaux modèles d'intelligence artificielle pour des salaires de misère dans les pays pauvres.

Tout cela ne peut surgir qu'avec des moyens importants. La propriété privée des moyens de production en donne la jouissance exclusive à son propriétaire. Cette loi fondamentale du capitalisme est valable pour la production industrielle comme pour la production intellectuelle. En conséquence de quoi, ceux qui investissent dans les infrastructures nécessaires aux

réseaux sociaux et à Internet d'une manière générale en ont l'usage exclusif, et s'en servent pour défendre leurs intérêts.

### UNE AFFAIRE TRÈS RENTABLE

En réalité, la liberté d'expression promise par les capitalistes du numérique est d'abord et avant tout une affaire très rentable. N'importe qui peut créer gratuitement un compte sur un réseau social, mais ce faisant, il accepte que la plateforme exploite ses données personnelles. Autrement dit, elle va utiliser elle-même, ou revendre à d'autres entreprises, les données qu'elle collecte lorsque l'utilisateur est actif. Les plateformes savent très précisément combien de temps il passe sur le réseau social, ce qu'il a regardé, avec quelles personnes il a interagi, le genre de vidéos qu'il regarde le plus souvent... Ces données sont achetées par des entreprises, qui peuvent ainsi adapter leur marketing, envoyer de la publicité ciblée et influencer les achats.

Toute une stratégie commerciale est déployée sur les réseaux sociaux, afin que les utilisateurs restent le plus longtemps possible connectés et qu'ils visionnent donc un maximum de publicités. Ainsi, sur certaines plateformes, l'interface est conçue pour que les vidéos affluent sans arrêt, en boucle : on peut passer des heures à les faire défiler. Les algorithmes, ces programmes informatiques définis par les plateformes, sélectionnent les contenus les plus forts émotionnellement pour rendre l'utilisateur « accro ». En 2022, les recettes de Meta, entre autres, s'élevaient à 116 milliards de dollars, dont 113 venaient de la publicité. 97 % des revenus de la plateforme de Zuckerberg viennent de la vente d'espaces publicitaires aux entreprises, qui peuvent ainsi obtenir l'attention, et ensuite le porte-monnaie, de l'utilisateur. Le 31 mars 2025, TikTok a même lancé une nouvelle fonctionnalité : l'achat en ligne, directement depuis l'application.

Les influenceurs jouent également un rôle important dans la stratégie commerciale des marques. Ces hommes ou ces



RADIO FRANCE PHILIPPE BOCCARA

Grévistes du journal *La Provence* en mars 2024, contre le limogeage du rédacteur en chef sur ordre du propriétaire Rodolphe Saadé.

femmes très actifs sur les réseaux sociaux sont parfois suivis par des centaines de milliers, voire des millions de personnes. Les grandes marques leur proposent alors de faire la promotion de leurs produits. En 2023, selon le magazine *Challenges*, elles auraient dépensé plus de 32 milliards de dollars pour rémunérer des influenceurs, devenus de véritables VRP du numérique. En 2022, une influenceuse française suivie par dix millions de personnes a ainsi participé au lancement du sac Saint-Honoré, de Dior. Il est bien sûr difficile d'évaluer l'impact commercial de cette pratique – combien d'utilisateurs achètent ensuite un produit de la marque ? – mais il est certain que si les entreprises dépensent autant, c'est que les profits doivent être au rendez-vous.

Il faut dire que le marché est immense, estimé à cinq milliards d'utilisateurs : 400 millions pour X, trois milliards pour Facebook, 1,7 milliard pour TikTok. Autant de consommateurs en puissance, qui sont la cible des capitalistes à travers les réseaux sociaux.

## LES RÉSEAUX SOCIAUX, INFLUENCEURS D'OPINION ?

Les réseaux sociaux n'ont pas pour but premier de permettre de s'exprimer librement. Ils sont d'abord un moyen de connaître et d'orienter les marchés, de vendre le plus efficacement possible, en ciblant toujours mieux les goûts personnels des utilisateurs. Mais les réseaux sociaux ont aussi un intérêt politique. Sous couvert de liberté d'expression, les plateformes et les capitalistes du numérique entendent influencer l'opinion publique. Ils sont libres de choisir qui peut s'exprimer ou pas, et sous quelles conditions, sur leurs plateformes. Si, après avoir mis la main sur Twitter en 2022 et l'avoir transformé en X, Elon Musk a rouvert le compte de Trump, il a en revanche voulu interdire l'utilisation de certains mots qu'il considère ressortir du « wokisme », comme « cisgenre », utilisé par la communauté LGBT, et considéré par le milliardaire comme une insulte. De même, un compte individuel peut être suspendu à tout moment, de manière arbitraire, et la contestation de cette procédure est très

compliquée. Une enquête de la BBC<sup>1</sup> montre par exemple comment Meta a rendu invisibles les différents médias palestiniens après l'attaque du 7 octobre 2023, et laissé ainsi la place libre à la propagande de l'État israélien. Il a suffi, d'après les témoignages d'anciens employés, de modifier un algorithme interne pour supprimer certains comptes et contenus.

De ce point de vue, les réseaux sociaux ne sont pas très différents des médias traditionnels, télévision, radio, presse écrite, qui appartiennent à une poignée de capitalistes, directement ou à travers leurs parts dans des sociétés intermédiaires. On trouve parmi eux les grands noms du capitalisme français : les Bettencourt, Arnault, Dassault, Bolloré, Pinault, Bouygues, Lagardère, Saadé ; des banquiers comme la famille Rothschild ; des capitalistes plus récents, qui ont fait leur fortune avec l'essor du numérique, comme Xavier Niel. On trouve dans leurs portefeuilles les grands titres de la presse nationale, *Le Figaro*, *Le Monde*, *Les Échos*, *Le Parisien*, *Paris-Match*, de nombreux titres régionaux comme *La Provence*,

1 Ahmed Nour, Joe Tidy et Yara Farag, « How Facebook restricted news in Palestinian territories », 18 décembre 2024. <https://www.bbc.com/news/articles/c786wlxz4jgo>



dépensent des moyens considérables pour inonder les réseaux lors des campagnes électorales. En dernier ressort, les différents appareils d'État ont toute latitude pour couper un réseau social, une chaîne de télévision ou un journal, ou pour en censurer les prétendus effets. Ainsi, en Roumanie, l'élection présidentielle du 24 novembre 2024 a été invalidée sous prétexte que le candidat prorusse arrivé en tête aurait bénéficié d'une campagne sur TikTok – en réalité, parce que le candidat déplaisait à l'Union européenne. En France, après les émeutes qui ont suivi la mort du jeune Nahel à Nanterre en juin 2023, Macron avait également évoqué la possibilité de suspendre les réseaux sociaux lors d'événements de ce type. Le gouvernement a d'ailleurs fini par le faire lors des émeutes en Nouvelle-Calédonie : il a suspendu TikTok, prétendant que les émeutiers promouvaient le terrorisme sur le réseau social.

Voilà ce qui se cache en dernier ressort derrière la « liberté d'expression » promise par les réseaux sociaux.

## NOUVEL OUTIL, VIEILLE PRÉOCCUPATION

Mais au fond, les réseaux sociaux ne sont qu'un moyen de communication moderne dont la bourgeoisie peut se servir pour asseoir sa domination. Les idées de la classe dominante imprègnent toute la société : l'organisation du travail comme la culture ou la philosophie. Les exploités ne peuvent accepter l'ordre des choses que tant qu'ils sont persuadés que cet ordre social injuste est le fait de la nature humaine, voire de Dieu. En bref, qu'on ne peut pas le changer, qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres, que tout cela est dans l'ordre des choses. Pendant des siècles, la religion a joué ce rôle d'« opium du peuple », pour reprendre une expression célèbre de Marx. La mainmise du clergé sur la société a servi à influencer, à façonner l'opinion des classes exploitées, à qui elle prêchait, et prêche toujours, la soumission et l'attente. Lorsque l'école devint

une institution, elle propagea également les idées de la bourgeoisie, défendant la République bourgeoise, ses conquêtes coloniales, le respect de l'État et de l'autorité. En 1846, dans *L'Idéologie allemande*, Marx analysait les modes de transmission des idées dans les sociétés de classe : « Les idées de la classe dominante sont, à cette époque, les idées dominantes ; en d'autres termes, la classe détentrice de la puissance matérielle dominante de la société représente en même temps la puissance spirituelle qui prédomine dans cette société. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production spirituelle. »

Le capitalisme, en développant les moyens de production, a produit d'importantes innovations en matière de communication : journaux, radio, cinéma, télévision, Internet... Chaque développement technologique a entraîné dans un premier temps une liberté plus grande. Certaines innovations sont nées d'idéaux humanistes. Dans les débuts d'Internet, il s'agissait d'échanger des informations notamment dans le domaine universitaire, car les différentes entreprises informatiques concevaient des ordinateurs incompatibles les uns avec les autres. L'aide de l'État est alors déterminante pour construire les infrastructures nécessaires, car les capitalistes ne veulent pas faire d'investissements lourds sans savoir si la technologie en question sera efficace et son utilisation

rentable. Une fois la technologie déployée, les capitaux affluent et s'en emparent. Internet a été déployé d'abord sous l'aile militaire, avant son application civile puis son utilisation commerciale à partir des années 1990. On retrouve le même phénomène pour la radio, apparue dans les années 1920, ou la télévision, inventée à la même période, mais qui s'est développée essentiellement à partir des années 1950. Comme à chaque développement de nouveaux médias, ceux-ci apparaissent dans un premier temps comme un moyen d'information et d'expression plus libres, car les capitaux n'ont pas encore accaparé ce nouveau secteur. Dans les années 1970, en France, un mouvement pour les radios libres contesta le monopole de la diffusion radiophonique par l'État en installant des émetteurs illégaux. Ces radios critiquaient souvent, sinon l'organisation sociale, du moins l'ordre établi et ses valeurs. Mais elles se heurtaient au problème de leur financement. C'est alors que le débat sur la publicité surgit : pour échapper à la censure du pouvoir et continuer à émettre, les radios libres devaient-elles accepter de diffuser de la publicité ? Cela revenait naturellement à se mettre sous la coupe des capitaux privés. En France, le gouvernement mit fin au monopole de l'État en 1982 et légalisa du même coup les radios libres. Elles devinrent de simples radios privées qui, si elles ne voulaient pas perdre l'argent de leurs annonceurs, ne pouvaient émettre que des critiques très



Sorte de précurseur des radios libres, la radio Lorraine Coeur d'Acier, une radio pirate de la CGT, soutenait en 1979 les luttes dans la sidérurgie.

mesurées contre le système.

Le même problème se posa lorsque la télévision devint un objet du quotidien. Dans les années 1980, elle gagna pratiquement tous les foyers. Désormais, tous ceux qui pouvaient émettre furent à même de toucher des millions de téléspectateurs, avec un moyen de communication simple, direct, et la force des images en plus. Les recettes publicitaires explosèrent, et les appétits capitalistes avec. En 1984, André Rousselet, directeur de cabinet de Mitterrand, avant de diriger l'agence de communication Havas, lança Canal +, première chaîne de télévision payante française. En 1986, Jérôme Seydoux, grand patron français, et le milliardaire italien Silvio Berlusconi, lancèrent La Cinq, une nouvelle chaîne privée. Lors de la première cohabitation, entre Mitterrand président et Chirac Premier ministre, la droite entérina le double secteur audiovisuel : une partie publique et l'autre privée. Le geste fut joint à la parole, et TF1 fut confiée à Bouygues en 1987. Hersant, grand capitaliste français, et ancien collaborationniste notoire durant la Deuxième Guerre mondiale, mit la main sur La Cinq et M6, avec, entre autres, des capitaux de la Lyonnaise des eaux.

Le capital transforme tout en marchandise, y compris la liberté d'expression. La crise du capitalisme a pour effet que les capitalistes investissent de moins en moins dans la sphère productive. L'apparition des réseaux sociaux, et plus récemment de l'intelligence artificielle, est alors apparue comme une nouvelle manne pour les capitaux qui cherchaient des débouchés.

### LES « RÉSEAUX » MILITANTS DONT LA CLASSE OUVRIÈRE A BESOIN

Face à la puissance des moyens d'information du capitalisme, et en particulier des géants du numérique, comment des militants révolutionnaires peuvent-ils trouver le moyen de faire passer leurs idées ? Comme d'autres avancées technologiques, les réseaux sociaux ne



Filmer et dénoncer en direct les violences policières sur les réseaux (ici, Alexandre Benalla, le 1<sup>er</sup> mai 2018) est devenu un réflexe.



Première manifestation de gilets jaunes à Toulouse, le 18 novembre 2018.

sont ni la source d'une liberté absolue, ni l'arme du diable qui détruirait les rapports humains. Ils reflètent les contradictions du capitalisme et sont à la fois outils formidables de communication, et propagateurs de rumeurs, de fausses nouvelles et d'idées anti ouvrières. Il est vrai que les capitalistes, même les plus riches et les plus puissants, ne contrôlent pas toujours entièrement leur propre système. Les réseaux sociaux ne font pas exception, et parfois, la créature échappe à son maître. En 2011, ils ont joué un grand rôle dans la propagation des Printemps arabes, de même que lors du Hirak en Algérie en 2019, et lors du déclenchement du mouvement des gilets jaunes en France en 2018. L'accessibilité des réseaux sociaux peut en faire un outil très efficace lorsque les révoltés s'en emparent. En décembre 2024, le simple hashtag #JeNeSuisPasContent, qui traduisait un mécontentement

vague et général de la population, s'est répandu en Algérie au point de rendre le pouvoir fébrile. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, preuve des craintes du gouvernement de voir la contestation exploser sur les réseaux sociaux. Lorsque les masses se mettent réellement en mouvement, elles trouvent toujours les moyens de s'exprimer, d'organiser des actions, de diffuser des informations, et les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle important dans cette propagation. Le pouvoir le sait si bien que nombre de régimes autoritaires verrouillent les moyens de communication, à commencer par les réseaux sociaux, et les fameux libertariens, dont Elon Musk se revendique, feraient de même si la contestation venait à leur échapper.

On ne voit ni pourquoi ni comment les militants communistes révolutionnaires devraient se passer des réseaux sociaux,

qui sont devenus, pour des millions de personnes, la principale source d'information, bien avant les médias traditionnels. Mais si leurs idées ne « prennent » pas, ne deviennent pas virales, c'est que les réseaux sociaux ne sont que l'écho, très déformé par les biais évoqués, de l'opinion. Ils n'ont pas le pouvoir de transformer la situation générale, de faire reculer à eux seuls les idées réactionnaires produites par le capitalisme pourrissant. Ils traduisent au fond le rapport de force général, à un moment donné, entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Pour ceux qui veulent préparer le renversement de cet ordre social, les réseaux sociaux ne peuvent pas remplacer une organisation, un véritable parti avec des liens humains. Ils ne peuvent que contribuer à diffuser plus largement des idées ou des informations, souvent de façon superficielle. Les révolutionnaires doivent se donner des moyens de propagande indépendants, et de ce point de vue, la presse écrite joue un rôle important. Historiquement, les journaux ont joué un rôle essentiel dans la structuration même du mouvement ouvrier et de ses organisations : depuis *L'Écho de la Fabrique* des canuts lyonnais (1831-1834) jusqu'à *L'Iskra* des révolutionnaires russes (1900-1917), en passant par le *Northern Star* des chartistes britanniques (1837-1852) ou par le *Sozialdemokrat* allemand (1879-1890), d'innombrables journaux ont permis aux travailleurs non seulement de s'informer, mais de forger une critique commune du capitalisme, et de s'organiser.

Faire vivre un journal nécessite de se battre pour trouver des financements auprès des lecteurs ouvriers, de trouver les imprimeries prêtes à mettre sous presse un journal révolutionnaire, d'avoir un réseau de distribution militant et des acheteurs qui, par leur geste, apportent un soutien... La confection d'un

journal ouvrier, aussi bien dans sa conception que dans sa fabrication et dans sa diffusion, nécessite des liens humains et une organisation que ne peuvent offrir les réseaux sociaux.

Avoir une presse ouvrière indépendante fut un des combats majeurs du mouvement ouvrier. Même lorsqu'ils furent interdits en Allemagne en 1878, les socialistes allemands parvinrent à publier leur presse à l'étranger, et à la faire entrer clandestinement dans le pays, à travers leurs innombrables relais, ce qu'on appela « la poste rouge ». Avant la Première Guerre mondiale, le Parti social-démocrate allemand comptait des dizaines de quotidiens et revues et des centaines de milliers d'abonnés. En Russie, le Parti bolchevique avait bien compris l'importance de la question. Il sut déployer une énergie considérable, depuis l'étranger ou en faisant fonctionner des imprimeries clandestines, pour faire paraître ses journaux, qui atteignaient jusqu'au

front les soldats pendant la Première Guerre mondiale. Lors de la guerre civile qui suivit leur arrivée au pouvoir, le train de Trotsky, qui sillonnait le front, était équipé d'une petite imprimerie, afin d'éditer des tracts, et les nouveaux moyens technologiques de l'époque, notamment la radio, furent utilisés pour diffuser les idées de la révolution.

Utiliser les moyens techniques développés par le capitalisme est une nécessité. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont que des outils au service de la construction d'un parti ouvrier. Ce réseau militant, fondé sur des liens humains, sur une expérience et des intérêts de classe communs, devra sans aucun doute, au cours de son développement, créer des journaux, radios, réseaux sociaux, tous les moyens de diffuser ses idées pour préparer une société débarrassée du profit et de l'exploitation.

11 mai 2025



La une du premier numéro de *L'Humanité*, journal socialiste dirigé par Jean Jaurès, paru le 18 avril 1904.



Edition de 1910 de *La femme et le socialisme*.

## August Bebel, *Femmes et socialisme* (1879)

**Bebel (1840-1913) fut l'un des fondateurs du puissant Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), dont il resta un dirigeant incontesté jusqu'à sa mort, l'un des premiers directement issus de la classe ouvrière. Il consacra en 1879 cet ouvrage majeur à l'émancipation des femmes. Au fil des réécritures et rééditions, il devint son principal ouvrage théorique.**

Bebel s'engagea comme militant dans les années 1860, lorsque, parallèlement au mouvement ouvrier, les premières associations de lutte pour les droits des femmes virent le jour. Ce contexte contribua à sa prise de conscience. Toute forme d'oppression lui était insupportable, et c'est ainsi qu'il plaça la question de l'oppression des femmes au cœur d'un ouvrage ambitieux. Celui-ci, qu'il avait intitulé *La Femme et le socialisme* (car alors le singulier était d'usage), représente la première tentative de fournir un exposé théorique complet de la situation des femmes à travers l'histoire.

### LE LIEN INDISSOLUBLE ENTRE SOCIALISME ET FÉMINISME

Dans une société où l'infériorité des femmes était largement admise, justifiée même par des travaux scientifiques, l'ouvrage de Bebel était profondément novateur et séditeux. Rédigé en prison et paru juste après l'instauration des lois antisocialistes, le livre fut saisi dès sa parution, le ministre de l'Intérieur et le chancelier Bismarck le qualifiant de « *dangereux et même criminel* ».

Malgré l'interdiction, il connut un succès immédiat. Pendant les lois antisocialistes

(1879-1890), six éditions de 15 000 exemplaires chacune furent écoulées clandestinement. Du vivant de Bebel, il y eut au total 53 éditions, 250 000 exemplaires vendus, chiffres remarquables. Chaque exemplaire passait entre de nombreuses mains, et les bibliothèques ouvrières l'acquerraient systématiquement. *La Femme* (son surnom) devint un véritable best-seller. Ce succès s'explique par son contenu novateur, par sa lecture plus abordable que d'autres ouvrages théoriques, par l'hostilité des autorités. La personnalité de Bebel joua également un rôle : comment faire l'impasse sur l'ouvrage célèbre du dirigeant le plus populaire du parti ?

Ce texte à l'appui, le SPD devint le seul parti en Allemagne à défendre la cause des femmes, revendiquant la pleine égalité civile et sociale, leur droit au travail et aux études, et le droit de vote des femmes. L'émancipation des femmes fut formellement intégrée au programme du parti en 1891, puis réaffirmée comme revendication essentielle en 1896. Jusqu'à la révolution de 1918 et l'obtention du droit de vote des femmes, aucun autre parti que ne le défendait.

Bebel ne se contentait pas de lutter pour l'égalité juridique ou économique ; il visait la suppression, dans la société à venir, de tout ce qui peut rendre un être humain dépendant d'un autre,



***Die Gleichheit* (l'Égalité), revue sociale-démocrate dirigée par Clara Zetkin, appelle à participer à la première journée internationale des femmes, le 19 mars 1911.**



BUNDESARCHIV/COMMONS

Lors du congrès de la Deuxième Internationale, à Zurich, en août 1893. De gauche à droite : Ferdinand Simon, Frieda Simon (fille des Bebel), Clara Zetkin, Friedrich Engels, Julie Bebel, August Bebel (en bout de table, avec un chapeau), Ernst Schattner, sa mère Regina Bernstein, Eduard Bernstein.

et donc un sexe dépendant de l'autre. Vers 1900, des millions d'ouvrières prenaient déjà quotidiennement le chemin de l'usine et il était urgent de les accueillir dans le mouvement ouvrier. Bebel voyait l'émancipation des femmes comme une partie intégrante de la question sociale, et de même, socialisme et féminisme étaient indissolublement liés. Finalement de nombreuses femmes, et aussi des hommes, vinrent au socialisme par la lecture de son livre. Celui-ci s'ouvre sur l'affirmation que « *femmes et prolétaires ont en commun d'être des opprimés* » et se clôt sur l'idée que « *l'avenir appartient au socialisme, c'est-à-dire en premier lieu à l'ouvrier et à la femme.* »

## L'ÉVOLUTION D'UNE ŒUVRE

Entre la première édition en 1879 et la cinquantième en 1910, Bebel n'a cessé de remanier son texte. L'ouvrage a presque triplé de volume, le contenu a évolué avec son assimilation plus profonde du marxisme, l'intégration

des avancées de la recherche et l'évolution du travail des femmes.

La deuxième édition, parue en 1883 et également écrite en prison, vit son titre modifié en *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir* pour tenter de dérouter la police. Ce titre plus neutre fut conservé jusqu'à la levée des lois d'exception. La traduction française habituellement disponible correspond à cette version, alors que Bebel a retravaillé son livre pendant près de trois décennies supplémentaires. La version de 1891, augmentée avec le retour à la légalité et influencée par l'étude de l'ouvrage de Friedrich Engels *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, a marqué une étape importante en insistant sur les liens entre question féminine et question sociale.

La traduction proposée ici est basée sur la dernière édition du vivant de Bebel. Parue en 1910, elle a fait l'objet d'une « *complète refonte* » (Bebel) et est enrichie de tableaux statistiques élaborés par « *[son] camarade* » David Riazanov.

À la mort de Bebel, l'ouvrage avait été traduit en vingt langues

et était devenu l'un des ouvrages les plus lus en Allemagne. Si certains aspects du livre, des exemples ou des modes de pensée, sont aujourd'hui dépassés par les avancées scientifiques et sociales, sa méthode, sa volonté de combattre les discours dominants et de montrer le caractère historique de l'infériorisation des femmes, restent éminemment actuelles et utiles. Bebel ne considérait pas son livre comme porteur de vérités absolues. Son ambition était qu'il serve d'instrument de combat et de méthode de raisonnement pour la lutte des travailleuses et pour le socialisme. Par son rôle dans la popularisation d'idées à contre-courant et son impact sur la prise de conscience de millions de personnes, il demeure un jalon essentiel dans l'histoire de l'émancipation des femmes en nouant un lien indissoluble entre cette cause et celle du socialisme.

August Bebel, *Femmes et socialisme*, traduction par Bruno Doizy, Smolny, 2025. Parution le 30 mai.

11 mai 2025



Paysans et mineurs de charbon dans l'Armée rouge, en avril 1918, le long des voies du Transsibérien.

## À travers la révolution russe d'Albert Rhys Williams

**Cet ouvrage est le récit enthousiaste des quatorze mois passés en Russie, pendant lesquels cet Américain se rend en juin 1917 comme correspondant du *New York Post*. Interrogé sur les raisons de sa présence, il déclare alors : « Officiellement, comme journaliste, [...] mais la vraie raison est la révolution. Ce fut irrésistible, elle m'a attiré comme un aimant. Je suis ici parce que je ne pouvais rester à l'écart. » Il ne reste pas neutre non plus, prenant fait et cause pour la révolution.**

Pasteur, A.R. Williams vient au socialisme vers 1907. Sans encore abandonner sa charge, l'année suivante, il soutient Eugène Debs, le candidat socialiste à l'élection présidentielle. En 1912, il défend les grévistes de Lawrence (Massachusetts) qui affrontent le patronat du textile et ses milices durant trois mois.

Après un séjour sur le front de l'Ouest, il arrive dans l'effervescence révolutionnaire de Petrograd, où il est témoin de l'activité des soviets, des manifestations contre la guerre et la politique du gouvernement provisoire, puis des journées de juillet. Il voyage ensuite, recueillant de multiples témoignages d'ouvriers et de paysans. De retour dans la capitale, il assiste à la révolution d'Octobre dont il devient un soutien indéfectible. En compagnie de John Reed, parvenu en Russie après lui avec Louise Bryant, il écrit des textes destinés aux soldats allemands et met sur pied une Légion internationale de défense de la révolution. En 1918, il observe le débarquement des troupes contre-révolutionnaires occidentales à Vladivostok. Arrêté par les Blancs, sa vie menacée, il parvient à s'enfuir. À son retour dans une Amérique où la peur des « Rouges » et la répression contre le mouvement ouvrier font rage, il publie *À travers la révolution russe*, un plaidoyer pour la révolution bolchevique.

Le plus frappant est la façon

avec laquelle il rend compte de la transformation profonde des consciences et de l'intervention des exploités durant ces événements. Tandis que sous l'autocratie, « le peuple avait été plongé dans l'ignorance, anesthésié par l'Église, terrorisé par les Cent-Noirs, maté par les cosaques », les protestataires « jetés dans des forteresses, condamnés aux travaux

forcés dans les mines de Sibérie, pendus aux gibets », sa patience a pris fin en février 1917. Williams relate comment l'intelligence des masses s'exprime au fil des mois et la façon dont les consciences se transforment et deviennent une force créatrice puissante. La révolution, résume-t-il, « a décuplé l'intelligence, l'initiative et les ressources de ces masses,



A. R. Williams (deuxième à gauche) avec d'autres membres du détachement international de l'Armée rouge, à Vladivostok, en 1918.



A. R. WILLIAMS

**L'un des 10 000 soviets de ville et de village dans lesquels, comme l'a dit un paysan, « nous apprenons à nous gouverner nous-mêmes ». Ici, le soviét de Petrograd, auquel 20 000 travailleurs ont été élus en quatre ans.**

les a transformées en un seul être vivant ». Voilà comment il décrit la formation des soviets : « Beaucoup ne savaient ni lire ni écrire, mais beaucoup savaient penser. Aussi, avant de retourner aux tranchées, aux fabriques et à la terre, ils créèrent à leur idée de petites organisations. Dans chaque usine de munitions, les ouvriers choisirent un des leurs en qui ils avaient confiance. Dans les fabriques de chaussures et dans les filatures, ils firent de même. Les briqueteries, les verreries et les autres industries suivirent leur exemple. Ces représentants élus directement sur leurs lieux de travail formèrent le soviét (conseil) des députés ouvriers. [...] Les soviets étaient [...] composés, non de politiciens bavards et ignorants, mais d'hommes qui connaissaient leur affaire ; de mineurs qui savaient ce qu'est une mine, de mécaniciens qui savaient ce qu'est une machine, de paysans qui savaient ce qu'est la terre, de soldats qui savaient ce qu'est la guerre, d'instituteurs qui savaient ce que sont les enfants. »

Tandis que les intellectuels, les partis socialistes soutenant le gouvernement provisoire, ce « presque cadavre », s'évertuent à arracher ce pouvoir aux

travailleurs et à poursuivre la guerre « jusqu'à la victoire », il observe comment la révolution se fraye un chemin dans l'armée, délivrant marins et soldats des humiliations quotidiennes, des châtiments corporels et de l'oppression imposée par les officiers.

Alors que l'économie s'effondre, que la famine menace, le prolétariat se tourne résolument vers les soviets et le parti bolchevique, désormais majoritaire. « Les masses obscures, longtemps inertes, mais enfin soulevées, refusent d'être plus longtemps opprimées et hypnotisées par les jongleries verbales des hommes d'État, méprisent leurs menaces, se moquent de leurs promesses, prennent l'initiative dans leurs propres mains et demandent à leurs "chefs" d'entrer dans la révolution ou de s'en aller. Pour la première fois, les esclaves et les exploités choisissent sciemment le temps de leur délivrance, proclament l'insurrection et s'emparent du gouvernement d'un sixième monde. »

Il est encore le spectateur enthousiaste des premières manifestations culturelles du premier pouvoir ouvrier de l'histoire : les écoles qui s'ouvrent « même dans

des palais, dans des casernes et dans des usines », les théâtres ouvriers, les bibliothèques jaillissant « de toutes parts », les maternités, les cours qui s'ouvrent et les affiches sur l'hygiène, l'art et la science qui couvrent les murs. Un monde nouveau émerge, issu de l'énergie des masses.

Contre le déchaînement de violence de la guerre civile menée par les Blancs avec le soutien armé des puissances impérialistes, et face à la confusion et au chaos ainsi créés, l'auteur voit se former les premières unités de l'Armée rouge. Dans un dernier chapitre, rédigé après la victoire du pouvoir des soviets, il salue l'œuvre entreprise par les bolcheviks malgré toutes les difficultés qu'ils avaient dû affronter.

À lire ce récit, on mesure pleinement la puissance émancipatrice que représenta la Révolution russe et l'espoir qu'elle suscita dans le monde entier.

À travers la révolution russe, édité pour la première fois en français en 1931, reparait en juin 2025 aux éditions Les Bons Caractères dans une traduction revue augmentée de notes.

10 mai 2025

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT).

**De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie,**  
l'impérialisme français contre les peuples  
n° 180, 15 mars 2025 - 3€

**Après le Brexit, où est la Grande-Bretagne**  
n° 179, 1<sup>er</sup> février 2025 - 3 €

**Le système de santé, malade de la financiarisation**  
n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

**L'Union européenne s'enfonce dans la crise :  
pour une Europe des travailleurs**  
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

**Chaos économique et marche à la guerre :  
un système capitaliste à renverser**  
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

**Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens  
dans le piège sanglant créé par l'impérialisme**  
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Et aussi

**Le fascisme, des origines à l'instauration du régime  
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe  
ouvrière**  
N° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) -  
août 2023 - 3 €

**Vient de paraître**

**Les ravages du capitalisme dans le monde du travail  
Accidents, décès, maladies professionnelles**  
Édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page :  
[www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Organisation  
des travailleurs  
révolutionnaires (Haïti)

*Les luttes de la classe  
ouvrière pour son  
indépendance politique*

Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €



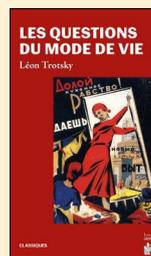
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site  
[lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com)

### Prochaines parutions

**Les questions du mode de vie**  
Léon Trotsky

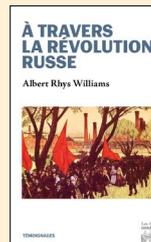
Collection Classiques - 13 €



**À travers la Révolution russe**

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages - 16 €



### Déjà parus

**Les origines de  
l'internationalisme ouvrier**  
De la Ligue des communistes à la  
Première Internationale

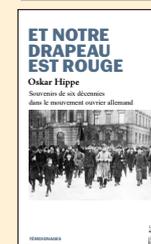
Christian Gasquet

Collection Éclairage - 8,20 €



**Et notre drapeau est rouge**  
Oskar Hippe

Collection Témoignages - 22 €



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
Lutte ouvrière - PAT  
BP 20029 - 93501 Pantin Cedex  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
[boletinvozobrera@yahoo.es](mailto:boletinvozobrera@yahoo.es)  
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA  
<http://www.the-spark.net>



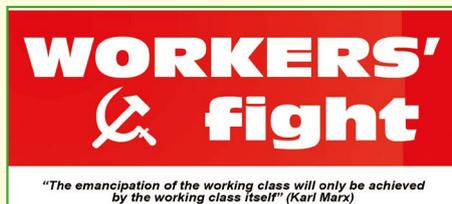
Revue trimestrielle publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail: [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>